

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

8 OCTOBRE 2012

N°121

TOME I

SOMMAIRE

Conseil du 8 octobre 2012

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (TOME II)	3
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES (TOME II)	263

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	9
FINANCES	17
PERSONNEL	23
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	49
COPROPRIETES	55
SPORTS	56
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	64
ECOLOTHEQUE	101
COMMUNICATION	102
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	105
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL	135
TOURISME	136
INNOVATION	137
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	138
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	139
SERVICES FUNERAIRES	149
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	150
EAU ET ASSAINISSEMENT	151
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	184
ENVIRONNEMENT	185
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	189
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	198
URBANISME, POLITIQUE FONCIERE	259
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	293
VOIRIE, JALONNEMENT	294
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	299
RELATIONS INTERNATIONALES	307

HORS COMMISSION

Motion sur la réorganisation des activités du groupe Sanofi impliquant le site de Montpellier	10
Conseil de Développement - Renouvellement - Approbation	13

FINANCES

Contrat de partenariat 2012-2016 Département de l'Hérault - Agglomération de Montpellier pour une mobilité durable et modalités de prorogation des actions 2009 du contrat 2004-2009 - Autorisation de signature	18
Finances - Liste des associations ou fondations exonérées du Versement Transport - Modification	21

PERSONNEL

Modification du tableau des emplois et des effectifs	24
Expérimentation de l'entretien professionnel et suppression de la procédure administrative de la notation - Approbation	33
Instauration de la prime de fonctions et de résultats et de l'indemnité de performance et de fonctions - Refonte du Régime Indemnitaire des catégories A, B et C par l'introduction d'une part fonctions et d'une part résultats - Approbation	36
Accès à l'échelon spécial catégorie C - Approbation	41
Plan de Déplacement des Entreprises - Mise en place des tickets parkings - Approbation	44
Marché n°3089RH12 d'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	47

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES,
ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**

Occupation du Domaine Public par antennes relais de télécommunication - Modification de la convention-type - Autorisation de signature	50
Schéma Directeur Informatique - Marché n°3087RI12 d'acquisition et d'intégration d'une infrastructure technique évolutive permettant la mise en oeuvre d'un Plan de Reprise d'Activité - Lancement de la procédure - Autorisation de signature	52

COPROPRIETES

Néant	55
-------	----

SPORTS

Stade de la Mosson Mondial 98 - Aménagements - Programme détaillé et définitif - Approbation	57
Fonds spécial Sports - Approbation	60
Stade Yves du Manoir - Marché n°2940DS12 de nettoyage des tribunes, des loges et des surfaces annexes - Autorisation de signature	62

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Réseau des médiathèques d'Agglomération - Contrat de licence de onze Films de la Société Rambal Films - Autorisation de signature	65
Réseau des Médiathèques - Convention pour la mise en Place du Passeport Multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Cournonsec - Autorisation de signature	68
Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola - Acquisition de documents patrimoniaux - Demande de subvention auprès de la Région Languedoc-Roussillon - Autorisation	70
Médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola - Convention d'application n°2 à la convention cadre de pôle associé régional Languedoc-Roussillon pour la dématérialisation de documents concernant les publications des sociétés savantes n°2012-290/423 entre la Bibliothèque Nationale de France (BNF) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de signature	72
Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola - Numérisation de documents patrimoniaux - Demande de subvention auprès de la Région Languedoc-Roussillon - Autorisation	75
Médiathèque Jean Giono - Marché n°1584DC07bis - Lot n°1 : Gros oeuvre / Démolition / Etanchéité - Protocole transactionnel - Autorisation de signature	77

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Opéra comédie - Marchés de travaux de restructuration de la cage de scène n°2291DC10 - Avenant n°1 au lot n°5 : peinture - Avenant n°3 au lot n°11 : charpente serrurerie machinerie scénique - Autorisation de signature	80
Conventions relatives aux classes à horaires aménagés musique et danse - Autorisation de signature	83
Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre - Autorisation de signature	86
Planétarium Galilée - Film le temps des galaxies - Avenant n°1 au contrat du scénariste - Autorisation de signature	89
Planétarium Galilée - Spectacles Moles - What is out there? et Tales of the Maya Skies - Contrats de licences - Autorisation de signature	91
Aquarium Mare Nostrum - Travaux d'extension - Marché n°257T09-15 - Lot n°15 : Chauffage climatisation / Plomberie / Sanitaire - Protocole transactionnel - Autorisation de signature	93
Garantie d'emprunt pour l'Association Montpelliéraine pour le Travail et la Reconnaissance des Personnes Handicapées Kennedy - Modification de la délibération n°11057 du Conseil du 19 juillet 2012 - Approbation	96
Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades - Demandes de subventions - Approbation	99

ECOLOTHEQUE

Néant	101
-------	-----

COMMUNICATION

Marché n°3107CO12 de réalisation, aménagement de structures et matériel d'exposition - Stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	103
---	-----

MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI

Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Institut des Sciences Politiques d'Aix en Provence - Autorisation de signature	106
Association Française des Editeurs de Logiciels (AFDEL) - Convention de partenariat - Autorisation de signature	109
Convention de partenariat avec l'Université Montpellier 1 Labex Entreprendre - Autorisation de signature	112
Montpellier In Game 2012 - Convention de partenariat avec l'Institut De l'Audiovisuel et des Télécom en Europe (IDATE) - Attribution de subvention - Validation de la grille tarifaire de commercialisation - Autorisation de signature	115
Organisation d'une mission d'affaires au Québec - Octobre 2012 - Renouvellement de l'accord de collaboration économique avec Sherbrooke Innopole - Participation au congrès WCIT 2012 de Montréal - Financement du déplacement de la Délégation - Autorisation de signature	118
Soutien aux manifestations - Attribution de subventions	122
Projet de création de l'association de l'Ecole Supérieure de Commerce de Montpellier (Sup de Co) - Désignation des représentants - Approbation	125
Création de l'observatoire de l'immobilier du commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine - Convention de partenariat - Autorisation de signature	128
Concession d'aménagement du Parc d'Activité de la Méditerranée - Pérols - Clôture des Comptes - Approbation	130
Marchés n°2948UA12 d'entretien des espaces verts - Autorisation de signature	133

ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL

Néant	135
-------	-----

TOURISME	
Néant	136
INNOVATION	
Néant	137
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	
Néant	138
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	
Chantier d'Insertion Restauration collective - Association l'AVITARELLE - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de signature	140
Chantier d'Insertion de Fabrègues - Association Cap Emploi FORCE - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de signature	143
Contrat Urbain de Cohésion Sociale - GIP Formavie - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de signature	146
SERVICES FUNERAIRES	
Néant	149
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	
Néant	150
EAU ET ASSAINISSEMENT	
Réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de l'intercepteur Est, secteur RD65 - Avenant n°1 à la convention de groupement de commandes avec le Département de l'Hérault - Autorisation de signature	152
Station d'épuration par lagunage de Saint-Brès - Approbation du plan d'épandage des boues - Demande de récépissé - Conventions d'épandage - Autorisation de signature	154
Commune de Montpellier - Réalisation du dévoiement et d'une extension du réseau unitaire DN 1500 au droit du futur pont de la république - Convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et la SERM - Autorisation de signature	157
Mise à deux fois deux voies de l'avenue du professeur Blayac - Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault pour le dévoiement de réseaux d'eau potable - Autorisation de signature	160
Zonage d'assainissement sur les Communes de Juvignac, Prades le Lez, Saint-Brès et Saussan - Approbation	163
Zonage d'assainissement sur la Commune de Saint-Drézéry - Approbation	166
Commune de Clapiers - Projet de révision du zonage d'assainissement - Lancement de l'enquête publique - Approbation	169
Commune de Cournonterral - Projet de révision du zonage d'assainissement - Lancement de l'enquête publique - Approbation	172
Commune de Vendargues - Projet de révision du zonage d'assainissement - Lancement de l'enquête publique - Approbation	175
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Projet de révision du zonage d'assainissement - Lancement de l'enquête publique - Approbation	178
Commune de Sussargues - Projet de révision du zonage d'assainissement - Lancement de l'enquête publique - Approbation	181
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	
Néant	184
ENVIRONNEMENT	
Mise en oeuvre du programme local de prévention des déchets - Accord cadre de partenariat avec l'ADEME - Convention relative à l'année 2 du programme - Autorisation de signature	186

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS

Engagement de la démarche d'élaboration du Schéma Directeur Temps et Territoire - Marché n°3078UH12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du Schéma Directeur Temps et Territoire - Avis sur l'engagement de la démarche - Autorisation de lancement de la consultation et de signature du marché	190
Renouvellement de l'adhésion à l'association Tempo Territorial - Approbation	193
Cit'ergie - Candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'appel lancé par L'ADEME Languedoc-Roussillon - Autorisation	195

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

Construction de 166 logements sociaux à Montpellier - Abrogation de la délibération n°11046 - Attribution de subvention à l'OPH-ACM - Convention - Autorisation de signature	199
Construction de 164 logements sociaux à Juvignac - ZAC des Constellations, lots A2, D3, F2 - Attribution de subvention à l'OPH-ACM - Conventions - Autorisation de signature	202
Construction de 21 logements sociaux - Résidence Les Barrys - Rue de la Billière à Cournonsec - Attribution de subvention à l'OPH-ACM - Convention - Autorisation de signature	205
Construction de 30 logements sociaux - Résidence Le XV - Zac Ovalie Lot 25C à Montpellier - Garantie d'emprunts à l'OPH-ACM - Autorisation de signature	208
Construction de 13 logements locatifs sociaux et de 15 logements en location-accession - Résidence Le Torcello, quartier Port Ariane à Lattes - Garanties d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat et à la SACICAP FDI - Convention - Autorisation de signature	211
Construction de 32 logements sociaux - Résidence Val Paradis à Grabels - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	214
Construction de 37 logements sociaux - Zac du Collège à Fabrègues - Garantie d'emprunts à l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault - Convention - Autorisation de signature	217
Construction de 15 logements sociaux - Résidence La Fabrique 1ère tranche - Avenue Georges Clemenceau à Fabrègues - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	220
Construction de 40 logements sociaux - Résidence Le Château - Rue du Château à Grabels - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	223
Construction de 42 logements sociaux - Résidence Le Véronèse - Rue des Tulipes à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	226
Construction de 13 logements sociaux - Résidence Luxury Garden - Chemin de Moularès à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	229
Construction de 54 logements sociaux - ZAC Prata, site de Coste Rousse à Prades le Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	232
Construction de 66 logements sociaux - Résidence La Capitelle - ZAC Via Domitia au Crès - Garantie d'emprunts à la S.A. d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	235
Création de 2 logements sociaux - 15 rue du Château à Grabels - Garantie d'emprunts à l'Office Public du Département de l'Hérault / Hérault Habitat - Autorisation de signature	238
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété dégradée des cévennes 1 2010 - 2015 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trois logements - Autorisation de signature	241
Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers gambetta / figuerolles / nord écusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature	244
Opération Rénover pour un habitat durable et solidaire - Avenant n°3 au marché n°1947 de suivi-animation - Modification	247
Projet de rénovation urbaine de Montpellier - Plan de sauvegarde du Petit-bard - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature	250
Opération Rénover pour un habitat durable et solidaire - Attribution de subventions pour la réhabilitation de onze logements - Autorisation de signature	253
Avenant au contrat local d'engagement contre la précarité énergétique - Certificats d'économie d'énergie - Autorisation de signature	256

URBANISME, POLITIQUE FONCIERE ET EVOLUTION DE L'EPCI

Accord-cadre pour les études urbaines et paysagères du quartier de la gare TGV 'OZ Montpellier Nature urbaine' - Autorisation de signature	260
Projet de Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRi) de Lattes - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	263
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale Pic Saint Loup - Haute Vallée de l'Hérault - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	266
Révision Générale du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Cournonterral - Projet de Plan Local d'Urbanisme - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	270
Révision générale du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Clapiers - Projet de Plan Local d'Urbanisme - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	273
Révision générale du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Vendargues - Projet de Plan Local d'Urbanisme - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	276
Révision générale du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Sussargues - Projet de Plan Local d'Urbanisme - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	280
Révision générale du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Projet de Plan Local d'Urbanisme - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	283
Projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan - Projet de Zone d'Aménagement Concerté Saint-Estève - Avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	287
Gestion du Domaine de Viviers - Commune de Clapiers - Baux ruraux à long terme - Autorisation de signature	290

SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GERONTOPOLE

Néant	293
-------	-----

VOIRIE, JALONNEMENT

Avenant n°2 au marché n°2016TV08 de prestations d'entretien et de maintenance du matériel de jalonnement - Autorisation de signature	295
Avenant n°2 au marché n°2015TV08 de fourniture et pose de jalonnement directionnel - Autorisation de signature	297

TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

Tramway troisième ligne, extension ouest de la première ligne et ligne 4 la Circulade - Convention sur la mise au point des messages sonores pour l'information des personnes déficientes visuelles - Autorisation de signature	300
Tramway cinquième ligne - Marché n°8.143 des missions de l'Organisme Qualifié et Agréé pour les Systèmes et les Infrastructures - Autorisation de signature	302
Tramway cinquième ligne - Marché n°8.144 des missions de l'organisme qualifié et agréé pour l'Insertion Urbaine - Autorisation de signature	304

RELATIONS INTERNATIONALES

Néant	307
-------	-----

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.-F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOLI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

HORS COMMISSION – MOTION SUR LA RÉORGANISATION DES ACTIVITÉS DU GROUPE SANOFI IMPLIQUANT LE SITE DE MONTPELLIER

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Considérant que

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'attache à promouvoir dans le cadre de sa compétence développement économique les synergies positives entre les entreprises et la recherche,
- le secteur santé est une des filières d'excellence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'un des plus dynamiques. Implanté depuis 1972 et avec près de 1 100 salariés, le site de Sanofi Montpellier est un des premiers employeurs privés et le premier site de recherche privé de l'agglomération montpelliéraine. L'activité du site participe de manière déterminante à nos filières d'excellence. Il joue notamment un rôle de leader au sein du pôle de compétitivité interrégional Eurobiomed, qui est reconnu comme l'un des principaux clusters français et européen en matière de santé. Le site Sanofi de Montpellier et notamment ses activités de recherche ne sauraient ainsi être restructurés sans emporter de lourdes conséquences sur l'ensemble du secteur,
- le caractère multinational d'un groupe ne justifie en rien qu'il se désengage de la solidarité nationale à laquelle s'astreint toute la France en tant de crise.

Considérant que

- Sanofi est le 4^{ème} groupe pharmaceutique mondial et a dégagé en 2011, 8,8 milliards d'euros de bénéfice net,
- la direction du groupe Sanofi envisage de reverser aux actionnaires 50% du résultat net de ses activités en 2013,
- lors d'une précédente restructuration, en 2010, le groupe Sanofi a supprimé 20% de ses effectifs recherche en France,
- le groupe Sanofi prévoit aujourd'hui de supprimer 900 nouveaux postes à l'horizon 2015,
- dans ses « actions et propositions pour soutenir la santé et la croissance en France », le groupe Sanofi vante les mérites d'une « R&D française au rayonnement mondial » et prône notamment le maintien du Crédit d'impôt recherche, dont il bénéficie à hauteur de 150 millions d'euros par an.

Le Conseil Communautaire

- **manifeste** sa solidarité avec l'ensemble des salariés du site Sanofi de Montpellier,
- **s'inquiète** de la pérennité du site de Montpellier et des conséquences de cette nouvelle restructuration du groupe Sanofi sur le tissu économique et sur la recherche, à l'échelle montpelliéraine comme nationale,
- **dénonce** un discours équivoque, qui vante la recherche et profite des dispositifs d'encouragement tout en supprimant progressivement son potentiel R&D, malgré des bénéfices conséquents et une hausse spectaculaire des dividendes reversés aux actionnaires,
- **affirme** qu'un groupe ne peut s'en tenir à sa seule stratégie, dès lors qu'il bénéficie d'exonérations fiscales et concourt à une stratégie économique nationale d'intérêt général,
- **appelle de ses vœux** la mise en place de dispositifs législatifs réglementant les licenciements boursiers et rendant financièrement responsables les groupes qui bénéficient de dispositifs publics d'aide à la recherche.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11096

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

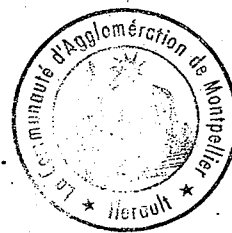
Le :

Numéro de l'acte : Imc 139 683 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean Pierre MOURE.



11096-3



Montpellier
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - RENOUVELLEMENT - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Prévu par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999, la mise en place du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération intervenue en juillet 2003 constituait une obligation préalable à l'adoption du Projet d'Agglomération et de Développement Durable et au SCOT.

Après avoir contribué à l'élaboration de ces documents fondateurs, ce Conseil composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs a été consulté sur les grandes orientations du développement et de l'aménagement de notre territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier aborde un nouveau tournant dans son développement.

Après la mise en service de la 3^{ème} et de la 4^{ème} ligne de Tramway au mois d'avril dernier, les travaux de la 5^{ème} ligne devraient débuter à la fin de l'année 2013.

Le nouveau Plan de Déplacement Urbain vient d'être adopté et une procédure de révision du SCOT va être lancée.

Des infrastructures d'importance stratégique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier vont voir le jour au cours des prochaines années :

- gare TGV,
- rénovation de la gare Saint Roch,
- déplacement de l'autoroute A9.

De grandes opérations d'aménagement et de rénovation urbaine vont profondément modifier l'organisation spatiale et les modes d'urbanisation de notre agglomération afin de valoriser au mieux notre territoire dans un souci renforcé d'économie foncière, de développement durable et d'efficacité énergétique :

- Ecocité,
- Aménagement du nouveau quartier autour de la gare TGV « OZ Montpellier Nature Urbaine »,
- Aménagement du site stratégique de Baillargues autour du pôle d'échange multimodal.

Dans cette période de crise et de mutation économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore une nouvelle réflexion sur son développement économique au niveau local, national et international, et sur ses perspectives de croissance endogène fondées sur un renforcement du partenariat entre les universités, les laboratoires de recherches et les entreprises.

Ce vaste chantier en matière d'aménagement et de développement économique s'accompagne d'une réflexion renouvelée sur la gestion des temps afin de contribuer de manière globale au bien-être de nos habitants.

Fort de ce constat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend renforcer le rôle du Conseil de développement et réaffirmer sa volonté d'en faire un des organes privilégiés de la réflexion, de la prospective et de la concertation sur notre territoire.

Un Conseil de développement élargi et renouvelé doit permettre un regard neuf sur l'avenir de notre territoire et constituer un espace d'échanges et de débats sur les enjeux et les perspectives de notre bassin de vie, associé à la conversation citoyenne.

Pour concrétiser cette ambition, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite refonder le Conseil de Développement autour des axes suivants :

- mise en place d'une assemblée élargie à 200 membres dont le nombre est susceptible d'être ajusté en fonction des thématiques traitées, qui sera composée d'acteurs issus d'horizons diversifiés institutionnels, sociétaux, professionnels et associatifs,
- élargissement d'un Bureau composé du Président du Conseil Développement et de 12 membres. Ce bureau gèrera les affaires générales, assurera la transversalité des Commissions thématiques, définira et organisera le programme de travail.

Ces 12 membres seront désignés comme suit :

2 membres désignés pour chacun des collèges mentionnés ci-après soit 8 membres,

Délibération n° 11098

1 membre désigné pour chacune des Commissions thématiques telles que définies ci-après soit 4 membres.

- maintien des 4 collèges :

- Collège représentant les institutions de l'agglomération,
- Collège représentant les milieux économiques et sociaux professionnels,
- Collège représentant les associations,
- Collège représentant des personnalités qualifiées.

En fonction des orientations et de l'organisation établies par le Bureau, les travaux seront organisés sous forme d'ateliers thématiques :

1 – Faire rayonner le territoire :

- Métropole,
- Méditerranée,
- International.

2 – Entreprendre dans le territoire :

- Santé,
- Innovation,
- Recherche,
- Développement Universités,
- Artisanat,
- PME,
- PMI,
- Tourisme,
- Economie,
- Emploi.

3 – Vivre le Territoire :

Citoyenneté,
Proximité Quotidien,
Handicaps,
Solidarité,
Sport,
Culture.

4 – Aménager Durablement le territoire :

Logement,
Transports,
Déplacements,
Environnement,
Energie.

Au delà des thèmes définis, le Conseil de Développement aura la faculté de s'autosaisir de toute question d'intérêt général en lien avec les compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le mandat des membres du Conseil de Développement durera le temps du mandat de l'exécutif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le Président du Conseil de Développement sera une personnalité issue de la société civile désignée par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il animera le Bureau et restituera des travaux des Commissions auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le Conseil de Développement aura la charge de proposer une charte de fonctionnement du nouveau Conseil de Développement.

Délibération n° 11098

Cette charte a pour objet de définir l'état d'esprit dans lequel s'effectuent les travaux du Conseil de Développement en définissant les règles qui s'appliquent aux membres du Conseil de Développement, et à toute personne participant aux Commissions, afin de permettre la sérénité et la qualité des échanges et des débats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'élargissement, le nouveau mode d'organisation et de fonctionnement du Conseil de Développement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 138 326 DE*

16 OCT. 2012

16 OCT. 2012

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

M. Jean-Pierre MOURE.



FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**FINANCES – CONTRAT DE PARTENARIAT 2012-2016 DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
- AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR UNE MOBILITÉ DURABLE ET
MODALITÉS DE PROROGATION DES ACTIONS 2009 DU CONTRAT 2004-2009 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Contrat de partenariat pour une mobilité durable :

Afin de poursuivre le partenariat contractuel engagé depuis 2004 autour de priorités communes de développement et d'aménagement, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports, se sont rapprochés pour mettre en place à compter de 2012, un nouveau dispositif de contractualisation sur l'aire urbaine de Montpellier et l'Est Héraultais. A ce titre, Montpellier Agglomération et le Département de l'Hérault ont identifié la problématique des transports et des déplacements comme des enjeux majeurs pour ce territoire.

A travers ce contrat de partenariat pour une mobilité durable sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier pour la période 2012-2016, les deux collectivités souhaitent conjuguer et coordonner leurs efforts dans ces domaines et accompagner la mise en œuvre d'actions innovantes privilégiant l'amélioration des conditions de déplacements des usagers s'inscrivant dans le Plan de Déplacements Urbains 2010-2020, approuvé en juillet 2012 par le Conseil Communautaire. Ainsi, ce contrat de partenariat s'inscrit pleinement dans les objectifs de mobilité durable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la période 2012-2016.

Ce contrat de partenariat, qui se décline en programmation annuelle contenant les actions retenues par la Communauté d'Agglomération et par le Département, est établi pour une durée de cinq ans (2012/2016) et comprend :

- la restructuration du Pôle d'Echange Multimodal de la gare Montpellier Saint-Roch ;
- les lignes 3 et 4 de Tramway ;
- le Car à Haut Niveau de Service (CHNS) projeté par le Conseil général sur l'axe Clermont l'Hérault-Gignac-Montpellier ;
- les études de la dénivellation du Giratoire de Bionne sur la RD 132, en phase avec celles de la ligne 5 de tramway ;
- l'aménagement et la dénivellation du passage à niveau sous la RD 26 permettant la desserte du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Baillargues appuyé notamment sur la future gare TER ;
- l'aménagement du giratoire RD 610/RD613 en phase avec la requalification du parc du Salaison ;
- la Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM) ;
- l'enquête globale des déplacements de l'Hérault Secteur Est Héraultais.

Par ailleurs, compte tenu de l'intérêt des actions culturelles promues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Conseil Général souhaite soutenir l'Opéra Orchestre de Montpellier dans le cadre d'un partenariat à conclure avec la structure porteuse.

L'annexe 1 précise les engagements contractuels pluriannuels de chaque partenaire au regard des actions sélectionnées. Pour 2012, les participations respectives sont présentées en annexe 2.

L'annexe 3 rappelle les investissements routiers du Département sur le territoire.

Modalités de prorogation des actions 2009 du Contrat de Projet 2004/2009 du Montpelliérain

Concernant la programmation 2009 du Contrat de Projet du Montpelliérain 2004-2009, et compte tenu de l'état d'avancement de certaines opérations, il est nécessaire de proposer certains ajustements relatifs à la prorogation des durées de validité des opérations suivantes :

Année	Opérations	MO	Prorogation du délai de validité des subventions		Transfert de maîtrise d'ouvrage
			Durée	Terme	
2009	Lutte contre les inondations – vallée du Lez (aide n° 093938)	CAM	1 an	06-11-2013	
2009	Piscine de Lattes (aide n° 093693)	CAM	1 an	06-11-2013	
2009	Aquifère du Lez (aide n° 093691)	CAM			de la ville de Montpellier à la CAM (arrêté préfectoral n° 2009-I-1532 du 23/06/09 transférant la compétence eau potable à la CAM)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider le contrat de partenariat 2012-2016 Département de l'Hérault - Agglomération de Montpellier pour une mobilité durable pour la période 2012-2016 ;
- valider la programmation des actions 2012 du contrat de partenariat de mobilité durable entre le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, tels que joints à la présente délibération et ses annexes ;
- valider les modalités de prorogation des actions 2009 du Contrat de Projet 2004-2009 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

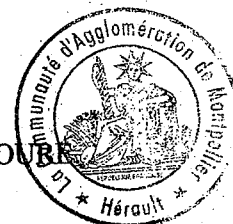
Le :

Numéro de l'acte : *Imc 137518 DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUBRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

FINANCES – LISTE DES ASSOCIATIONS OU FONDATIONS EXONÉRÉES DU VERSEMENT TRANSPORT - MODIFICATION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les fondations ou associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social sont exonérées du versement transport. L'article D. 2333-85 du même code précise que la commune ou l'établissement public compétent pour l'organisation des transports urbains, établit la liste des fondations et associations exonérées.

Le bénéfice de l'exonération n'est pas limité dans le temps, sous réserve de l'évolution statutaire des associations. Compte tenu des éléments de déclarations transmis, la liste des associations et fondations exonérées du versement transport, arrêtée par délibération n° 4395 du 27 juillet 2001 et modifiée par les délibérations n° 5862 du 28 avril 2004 et n° 6219 du 16 novembre 2004, doit être mise à jour.

La nouvelle liste des associations et fondations exonérées du versement transport, s'établit comme suit :

- l'Association des Paralysés de France (APF), Section Sociale, siège, Délégation Départementale,
- l'Asile de Vieillards des Petites Sœurs des Pauvres,
- le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques Languedoc-Roussillon (G.I.H.P.),
- la Croix Rouge Française – Délégation Départementale et délégation locale de Montpellier,
- l'Association d'Aide aux Mères et aux Familles à Domicile (A.M.F.D.),
- l'Association AIDES (aide aux malades, à la recherche, information du public sur le syndrome immuno-déficitaire acquis),
- le Comité Perce Neige,
- la Fondation de l'Armée du Salut-Institut de Nazareth.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la liste des associations et fondations exonérées du versement transport telle que définie ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire
Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138 237 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



PERSONNEL



Montpellier
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.-F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUËL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOUÏ, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Créations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes ci-après mentionnés :

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2012-014	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	A	Ingénieur	Chef de service exploitation et assistance utilisateurs
1	2012-015	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	A	Ingénieur	Chef de projet e-services et culture
1	2012-016	Culture, sport et solidarité	Direction de la culture	A	Attaché	Chargé de l'offre culturelle et économie de la culture
1	2012-017	Développement territorial	Direction du développement économique	C	Adjoint technique	Assistant à la cyberbase

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2004-71	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur	2004-71	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur Ou Attaché	Chef de projet Plan Déplacements Urbains - Chargé d'études mobilité et grandes infrastructures à la DUH
2009-005	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Agent de maîtrise	2009-005	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Chargé de l'instruction des autorisations de droit des sols au titre de l'assainissement
2002-009	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Adjoint technique	2002-009	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Chargé de l'instruction des autorisations de droit des sols au titre de l'assainissement
2011-07	Développement territorial	Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel	Temps complet	Ingénieur Ou Technicien	2011-07	Développement territorial	Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel	Temps complet	Ingénieur Ou Attaché	Chargé d'opérations foncières
2002-453	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture - Musée Henri Prades - site archéologique Lattara	Temps complet	Attaché	2002-453	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Attaché de conservation	Chargé des sites archéologiques et des expositions du Musée Henri Prades
2004-400	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture - Conservatoire à rayonnement régional	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	2004-400	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Professeur de piano au conservatoire à rayonnement régional

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2011-075	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture - Musée Henri Prades - site archéologique Lattara	Temps complet	Adjoint AS administratif	2011-075	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Adjoint administratif Ou Rédacteur	Chargé d'accueil au Musée Henri Prades - site archéologique Lattara
2006-009	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture — Direction des médiathèques	Temps complet	Rédacteur	2006-009	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Rédacteur Ou Adjoint du patrimoine	Responsable de la gestion budgétaire et comptable pour le réseau des médiathèques
2002-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	2002-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Rédacteur	Assistante RH et Moyens de remplacement
2005-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Suzanne Berlioux
2005-045	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-045	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Nakache
2005-048	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-048	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Spilliaert
2005-046B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-046B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur au Centre Nautique Neptune
2005-042	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-042	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Jean Taris
2008-13B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2008-13B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Alex Jany

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2004-706	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2004-706	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Pitot
2004-505	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2004-505	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Jean Vives
2004-067	Ressources et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	Temps complet	Rédacteur	2004-067	Ressources et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	Temps complet	Adjoint administratif	Chargé de la gestion administrative des marchés
2004-617	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	2004-617	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	Technicien bureau d'études
2004-197	Développement territorial	Direction de l'urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur	2004-197	Développement territorial	Direction de l'urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur Ou Attaché	Directeur de l'urbanisme et de l'habitat
2008-019	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Ingénieur	2008-019	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	Chargé du suivi de travaux dans le cadre de la lutte contre les inondations
2011-081	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction des transports et de la voirie	Temps complet	Agent de maîtrise	2011-081	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction des transports et de la voirie	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Agent de Maîtrise Voirie Secteur Ouest

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2008-043	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine	2008-043	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine ou Adjoint administratif	Agent de médiathèque secteur image son multimédia à la médiathèque Albert Camus

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2004-499	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Conseiller des APS	Directeur adjoint des piscines	2012-018	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Conseiller des APS	Chargé des relations clubs et scolaires
2006-012	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant du responsable maîtrise d'ouvrage	2012-019	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante au directeur des sports
2002-494	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Technicien à la Direction des sports	2012-020	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS Ou Technicien	Adjoint au responsable du service exploitation traitement eau et air – régie technique

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2002-166	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-021	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
SN2004-160	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	SN2012-022	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-174	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-023	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-163	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-024	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2004-669	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-025	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-162	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-026	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-165	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-027	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-158	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-028	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2004-004	Ressources et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Attaché	Chargé de mission mise en place du logiciel courrier	2012-029	Ressources et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Attaché	Chargé de la planification et rédaction des marchés
2009-009	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	Temps complet	Agent de maîtrise	Technicien de maintenance	2012-031	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant de gestion administrative et marchés publics
2002-068	Cabinet du Président	Direction de la Communication	Temps complet	Technicien	Infographiste	2012-030	Cabinet du Président	Direction de la Communication	Temps complet	Attaché	Responsable du pôle d'information aux citoyens

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV Suppression de poste au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à la suppression de poste suivante suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

Réf poste	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois
HA2007-096	A	Professeur d'enseignement artistique

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, et suppression ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11121

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 138 276 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

PERSONNEL – EXPÉRIMENTATION DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL ET SUPPRESSION DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DE LA NOTATION - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La loi n°2009-972 du 3 août 2009, relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, a prévu, à titre expérimental, la mise en œuvre de l'entretien professionnel pour les agents de la fonction publique territoriale.

Le décret n°2010-716 du 29 juin 2010 précise les modalités générales d'organisation de l'entretien, les voies de recours et les critères généraux d'appréciation professionnelle.

La mise en place à titre expérimental de l'entretien professionnel s'inscrit, dans la politique de modernisation poursuivie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de gestion des ressources humaines.

Aussi, il est proposé que l'entretien professionnel, mis en œuvre à titre expérimental pour l'année 2012, soit réalisé chaque année en lieu et place de la notation.

Il convient de rappeler que la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait mis en place à partir de l'année 2007, un dispositif d'évaluation, en complément de la procédure de notation, qui recouvrait déjà en partie les thèmes qui seront abordés à l'occasion de cette expérimentation.

L'entretien professionnel sera appliqué aux fonctionnaires territoriaux ainsi qu'aux agents non titulaires mensualisés, se prévalant d'une ancienneté d'au moins six mois au 31 décembre de l'année de référence, et soumis de par leur statut, à la notation.

Il est conduit par le supérieur hiérarchique direct et donne lieu à un compte rendu d'entretien professionnel traduisant la valeur professionnelle de l'agent.

La valeur professionnelle est déterminée sur la base de critères dépendant de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilités. Ils portent notamment sur les thèmes suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères fixés doivent servir de base aux comptes-rendus d'entretien professionnel.

Le Comité Technique Paritaire a émis un avis en sa séance du 1^{er} octobre 2012.

Le bilan annuel de cette expérimentation sera communiqué au Comité Technique Paritaire et transmis au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'expérimentation de l'entretien professionnel pour l'année 2012,
- autoriser la suppression corrélatrice de la procédure de notation administrative,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11122

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138241-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

PERSONNEL – INSTAURATION DE LA PRIME DE FONCTIONS ET DE RÉSULTATS ET DE L'INDEMNITÉ DE PERFORMANCE ET DE FONCTIONS - REFORME DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES CATÉGORIES A, B ET C PAR L'INTRODUCTION D'UNE PART FONCTIONS ET D'UNE PART RÉSULTATS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est engagée dans une démarche de modernisation de sa gestion des ressources humaines pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels est confrontée notre collectivité.

Consciente que sa principale ressource réside dans ses agents et afin de valoriser leurs actions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend modifier son régime indemnitaire pour mener à bien ses missions de service public.

Dans le prolongement du travail mené en partenariat avec les organisations syndicales, une première délibération approuvée au Conseil du 20 décembre 2011 a permis :

- d'harmoniser le régime indemnitaire en catégorie C et B hors filière technique,
- d'actualiser le régime indemnitaire des cadres d'emplois de la catégorie B.

Dans cette même délibération, il avait été convenu de poursuivre les discussions avec les organisations syndicales en vue :

- d'introduire la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR) et l'Indemnité de Performance et de Fonctions (IPF) pour les cadres d'emplois de catégorie A concernés,
- de moderniser notre système d'évaluation en engageant l'expérimentation de l'entretien professionnel qui conduit à la suppression de la notation administrative par l'entretien professionnel, ce qui fait l'objet d'une délibération spécifique,
- de refondre globalement pour l'ensemble des agents le régime indemnitaire, en s'inspirant de la PFR et de l'IPF, par l'introduction d'une part liée à la fonction exercée et d'une part variable liée à la valeur professionnelle et aux résultats.

Aussi, dans la présente délibération, il est nécessaire de poser les nouveaux principes qui vont encadrer le régime indemnitaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

I / La part liée aux fonctions

La part liée aux fonctions exercées s'appuie sur une démarche d'identification de nos emplois et de nos compétences, initiée il y a trois ans et fait référence à une cotation des postes. Cette démarche permet d'identifier des emplois qui n'étaient pas reconnus jusque là par notre régime indemnitaire.

Les critères ayant présidé à la classification tiennent compte du niveau :

- de responsabilité,
- d'expertise,
- et de sujétions particulières qui caractérisent chaque poste de travail.

Niveau de fonctions	Cotation
Direction stratégique	8-2
	8-1
Direction et encadrement supérieur	7-4
	7-3
	7-2
	7-1
Encadrement de service / pilotage de projet transversal	6-2
	6-1
Encadrement intermédiaire / pilotage de missions	5-3
	5-2
	5-1
Encadrement de proximité / expertise	4-2
	4-1
Emplois d'instruction / d'exécution avec responsabilité par rapport à la matière à traiter ou aux fonctions	3-2
	3-1
Emplois d'exécution avec contraintes particulières	2-2
	2-1
Emplois d'exécution	1-2
	1-1

Le tableau détaillé des niveaux de cotation des postes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera diffusé par note de service après avis du Comité Technique Paritaire en date du 1^{er} octobre 2012.

La part liée aux fonctions concernera l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés. Les agents saisonniers recrutés pour la période estivale n'en bénéficient pas à l'exception des emplois nécessitant une qualification particulière.

Le régime indemnitaire actuel est fonction du grade, du niveau de fonction et de la note.

Lors du passage au mécanisme de la PFR, de l'IPF ou de leur transposition à tous les cadres d'emplois, le montant de la part fonction sera basé sur le montant du régime indemnitaire correspondant à la tranche haute actuelle de la notation.

Le tableau indicatif du régime indemnitaire - Part liée aux fonctions sera diffusé par note de service après avoir été soumis au Comité Technique Paritaire.

La part liée aux fonctions sera versée mensuellement à compter du 1^{er} janvier 2013

Elle fera l'objet d'un arrêté individuel.

II/ La part liée aux résultats et à la valeur professionnelle

Cette part dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La part résultats est liée notamment à l'entretien annuel d'évaluation. Elle concernera l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés. Les agents devront justifier d'une ancienneté d'au moins un an au sein de la collectivité pour en bénéficier.

Les directions disposeront d'une enveloppe calculée sur un montant moyen relatif à l'effectif encadré. Cette enveloppe sera répartie selon cinq niveaux d'attribution.

Le crédit global prévisionnel sera fixé au titre de chaque année, en fonction des possibilités budgétaires dans le cadre du budget primitif.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu une fois par an à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2013. Son attribution sera révisée chaque année.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

III/ Instauration de la prime de fonctions et de résultats (PFR)

Il s'agit d'introduire la prime de fonctions et de résultats au bénéfice des cadres d'emplois des administrateurs et des attachés.

Cette prime est constituée :

- d'une part tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions. Cette part liée aux fonctions ne pourra excéder 85% du montant maximum légal de la PFR.
- d'une part tenant compte du résultat de l'évaluation individuelle et de la manière de servir. Cette part liée aux résultats ne pourra excéder 15% du montant maximum légal de la PFR.

Les modalités d'application sont les suivantes :

<u>FILIERE ADMINISTRATIVE</u>			
<u>Cadre d'emplois des Administrateurs</u>			
Grades	Primes	Référence	Coefficient applicable au montant de référence
Administrateur Hors Classe	PFR	Prime de Fonctions et de Résultats (Loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 et arrêté du 9 octobre 2009)	Part liée aux fonctions Coefficient individuel de 1 à 6
Administrateur Classe normale			Part liée au résultat Coefficient individuel de 0 à 6
<u>Cadre d'emplois des Attachés</u>			
Directeur	PFR	(Prime de Fonctions et de Résultats (Loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 et arrêté du 9 février 2011)	Part liée aux fonctions Coefficient individuel de 1 à 6
Attaché Principal territorial			Part liée au résultat Coefficient individuel de 0 à 6
Attaché territorial du 9 ^{ème} au 12 ^{ème} échelon			
Attaché territorial du 1 ^{er} au 8 ^{ème} échelon			

La prime de fonctions et de résultats se substitue aux primes et indemnités actuellement versées aux deux cadres d'emplois bénéficiaires. Elle est exclusive de toute autre prime liée aux fonctions et à la manière de servir.

IV / Instauration de l'indemnité de performance et de fonctions (IPF)

Il s'agit d'instaurer l'indemnité de performance et de fonctions au bénéfice des grades d'ingénieur en chef de classe exceptionnelle et de classe normale.

La prime est constituée :

- d'une part liée aux fonctions, tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées. Cette part liée aux fonctions ne pourra excéder 85% du montant maximum légal de l'IPF.
- d'une part liée à la performance, tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle prévue par la réglementation en vigueur et de la manière de servir. Cette part liée aux résultats ne pourra excéder 15% du montant maximum légal de l'IPF.

Les modalités d'application sont les suivantes :

FILIERE TECHNIQUE			
Cadre d'emplois des Ingénieurs			
Grades	Primes	Référence	Coefficient applicable au montant de référence
Ingénieur en chef Classe exceptionnelle	IPF	Indemnité de Performance et de Fonctions (décret n° 2010-1750 et arrêté du 30 décembre 2010)	Part liée aux fonctions Coefficient individuel de 1 à 6
Ingénieur en chef Classe normale			Part liée au résultat Coefficient individuel de 0 à 6

Elle se substitue aux primes et indemnités actuellement versées. Elle est exclusive de toute autre prime liée aux fonctions et à la manière de servir.

V / La transposition du mécanisme de la PFR et de l'IPF aux autres grades

Avec l'instauration de la PFR et de l'IPF, il est souhaité, pour des raisons de cohérence et d'équité, l'extension du mécanisme : part liée aux fonctions et part liée aux résultats, à l'ensemble des agents concernés sur la base des primes et indemnités existantes au sein de chaque grade.
Les listes des indemnités et primes correspondantes sont jointes en annexe de cette délibération.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte national tendant à simplifier et à clarifier le régime indemnitaire.

VI / Dispositions diverses

Le régime indemnitaire sera maintenu intégralement en cas de congés pour indisponibilité physique.

Les primes et indemnités indexées sur la valeur du point feront l'objet d'une revalorisation automatique.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les primes et indemnités versées seront proratisées pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

L'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler le régime indemnitaire.

La présente délibération annule et remplace les dispositions qui avaient pour objet d'instituer et de modifier le régime indemnitaire basé sur la notation.

Les autres délibérations régissant les primes et indemnités liées à des sujétions et contraintes particulières demeurent en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Régime Indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire
Publié le : 16 OCT. 2012
Déposé En Préfecture
Le : 15 OCT. 2012
Numéro de l'acte : INC 138825-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

PERSONNEL – ACCÈS À L'ÉCHELON SPÉCIAL CATÉGORIE C - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

L'article 78-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, créé par la loi n°2012-345 du 12 mars 2012 concernant à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique, étend à la fonction publique territoriale le principe des échelons spéciaux de sommet de grade soumis à des conditions spécifiques.

Cette disposition a été mise en œuvre par le décret n° 2012-552 du 23 avril 2012 qui a modifié la plupart des statuts particuliers des cadres d'emplois de catégorie C en créant un échelon spécial au sommet d'un grade.

Ainsi, les statuts particuliers des cadres d'emplois des adjoints administratifs, des adjoints du patrimoine, des adjoints d'animation et des opérateurs des activités physiques et sportives, ont notamment été modifiés en rajoutant pour les grades relevant de l'échelle 6 (à savoir, les grades d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe, d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe et d'opérateur principal des activités physiques et sportives) cet échelon spécial.

L'échelon spécial est accessible par voie d'inscription à un tableau d'avancement établi au choix après avis de la Commission Administrative Paritaire, pour les agents justifiant d'au moins 3 ans d'ancienneté dans l'échelon 7 de l'échelle 6.

Ces dispositions d'avancement ne sont pas applicables aux fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe qui continuent à avancer selon la procédure d'avancement d'échelon classique après 3 à 4 ans passés dans le 7^{ème} échelon.

Le décret n°2012-552 du 23 avril 2012 susvisé, est entré en vigueur au 1^{er} mai 2012. Il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité ou établissement de fixer par délibération un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement à l'échelon spécial.

Les dispositions en vigueur n'imposent pas que le taux de promotion soit identique pour tous les grades relevant de l'échelle 6 et que l'autorité territoriale reste libre de procéder ou non à l'inscription d'un agent sur le tableau annuel d'avancement.

Ainsi, il est proposé au conseil de retenir un taux de promotion maximum de 100% de l'effectif des fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe ou d'opérateur principal des activités physiques et sportives, remplissant les conditions pour l'avancement à l'échelon spécial.

Cette proposition a été soumise au Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- retenir un taux de promotion maximum de 100% de l'effectif des fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe ou d'opérateur principal des activités physiques et sportives remplissant les conditions pour l'avancement à l'échelon spécial.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11124

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138 285 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

PERSONNEL – PLAN DE DÉPLACEMENT DES ENTREPRISES - MISE EN PLACE DES TICKETS PARKINGS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a renouvelé son Plan de Déplacement des Entreprises en juin 2011 en adoptant la mise en œuvre de la Prime Transport, l'augmentation progressive sur 5 ans de la participation au coût du parking demandée aux agents, une aide financière du CASSC à l'abonnement aux transports en commun et enfin la suppression de places de stationnement pour les agents domiciliés à moins de 2 km de leur lieu de travail ou 500 mètres d'une station de tramway

Il s'agit de compléter ces mesures par une offre de stationnement dans les parkings Europa, Nombre d'Or et Arceaux de la TaM, limitée à un jour par semaine, destinée aux agents bénéficiant d'un Plan de Déplacement des Entreprises ou domiciliés au-delà des 2 km venant à pied ou à vélo.

Cette mesure a pour objectifs :

- d'inciter les agents bénéficiant d'une place de stationnement à abandonner leur voiture en conservant la possibilité de l'utiliser ponctuellement en cas de besoin lié à des contraintes familiales, professionnelles ou sociales ;
- de répondre à une demande des agents bénéficiant d'un abonnement Plan de Déplacement des Entreprises.

La contribution mensuelle de l'agent sera calculée en fonction de son revenu comme suit :

Participation CAM / Contribution de l'agent				
	Tranche 1*	Tranche 2**	Tranche 3***	Tranche 4****
Taux de prise en charge	90%	80%	70%	60%
Participation CAM	18,00 €	16,00 €	14,00 €	12,00 €
Contribution de l'agent	2,00 €	4,00 €	6,00 €	8,00 €

* Tranche 1 : revenus inférieurs ou égal à 20 000 € nets/an

** Tranche 2 : revenus supérieurs à 20 000 € nets/an et inférieurs ou égal à 25 000 € nets/an

*** Tranche 3 : revenus supérieurs à 25 000 € nets/an et inférieurs ou égal à 30 000 € nets/an

**** Tranche 4 : revenus supérieurs à 30 000 € nets/an

Cette proposition a été soumise au Comité Technique paritaire du 1^{er} octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise en œuvre, dans le cadre du Plan de Déplacements des Entreprises, des tickets parkings,
- approuver que cette mesure soit mise en œuvre sur la base d'une participation financière des agents selon des taux variant en fonction des tranches de revenu,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11125

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

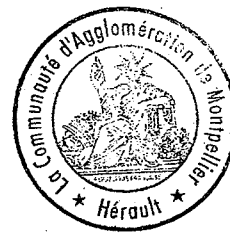
Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138 472 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQUL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

PERSONNEL – MARCHÉ N°3089RH12 D'ACQUISITION DE TITRES RESTAURANT POUR LE PERSONNEL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'action sociale mise en place par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les agents bénéficient de titres restaurant d'une valeur faciale de sept euros.

Jusqu'à une date récente, cette prestation ne nécessitait pas de mise en concurrence, selon la Direction des Affaires Juridiques de Bercy. Depuis, une analyse contraire de la Commission européenne impose une procédure formalisée dès lors que le montant estimé du marché est supérieur aux seuils prévus par le Code. Tel est le cas concernant la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'autoriser le lancement d'un appel d'offres pour l'acquisition de titres restaurant pour ses agents.

Le dit marché a pour objet l'émission, la livraison et le suivi de gestion de titres restaurant pour les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant prévisionnel annuel du marché est de 1 800 000 € H.T., soit environ 250 000 titres par an pour 1400 agents. Le marché s'exécutera par émission de bons de commande en fonction des besoins.

Le marché sera conclu initialement de sa notification jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable trois fois par reconduction expresse (6 mois avant, soit au 1^{er} juillet de l'année en cours), pour une durée d'un an, sur une période maximale totale de quatre ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif à l'acquisition de titres restaurant pour les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions définies ci-dessus et conformément au Code des Marchés Publics,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920 et budgets annexes, chapitre 011 et annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3089RH1212 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138 844 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES,
ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR ANTENNES RELAIS DE TÉLÉCOMMUNICATION - MODIFICATION DE LA CONVENTION-TYPE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°6982 du 25 avril 2006 une convention-type entre les opérateurs de téléphonie et la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui définit les conditions techniques et financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation de relais et d'équipements techniques pour la téléphonie mobile.

Le transfert de la compétence eau potable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2010, entériné par l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 a conduit les Communes à transférer à la Communauté d'Agglomération de Montpellier les châteaux d'eau qui représentent des points hauts particulièrement bien adaptés à l'implantation de relais téléphoniques.

L'exploitation de ces ouvrages pour la distribution publique de l'eau potable nécessitent une adaptation de la convention-type d'occupation du domaine public par l'ajout d'une annexe précisant les conditions d'intervention des opérateurs téléphoniques ou leurs exploitants sur ces ouvrages notamment en termes de sécurité et de contrôle d'accès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la convention-type entre les opérateurs et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver les redevances correspondantes,
- approuver l'annexe définissant les conditions particulières d'intervention sur les châteaux d'eau,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions avec les opérateurs de réseaux téléphoniques, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 138 064 AU

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE - MARCHÉ N°3087RI12 D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION D'UNE INFRASTRUCTURE TECHNIQUE ÉVOLUTIVE PERMETTANT LA MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le Schéma Directeur Informatique a identifié la nécessité de mettre en œuvre un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques. Ce Plan de Reprise d'Activité permettra d'assurer le fonctionnement des infrastructures informatiques nécessaires à la continuité de fonctionnement des services au public en cas de sinistre sur les équipements constitutifs du système d'information situés au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour mener à bien ce projet, la collectivité va lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert (articles 57 à 59 du code des marchés publics) en vue de la conclusion d'un marché concernant l'acquisition et l'intégration dans l'environnement existant d'équipements techniques permettant la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques.

Les prestations à réaliser sont les suivantes : marché des Techniques de l'Information et de la Communication – Acquisition et intégration d'une infrastructure technique évolutive permettant la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité – Marché n°3087RI12

L'objet de la consultation consiste à choisir un titulaire pour réaliser les prestations suivantes :

- Fournir et livrer l'ensemble des éléments matériels et logiciels permettant la constitution d'une infrastructure nécessaire à la mise en œuvre du Plan de Reprise d'Activité.
- Réaliser les prestations d'intégration à l'environnement technique existant et de migration des données.
- Assurer le paramétrage, le transfert de compétences, la maintenance et le suivi du bon fonctionnement des infrastructures mises en œuvre.

Ce marché unique est composé d'une partie forfaitaire concernant les prestations décrites ci-dessus. Avec l'émergence des projets de dématérialisation et de modernisation de l'administration, les besoins en infrastructure de stockage pour les 3 années à venir ne peuvent être totalement appréhendés avec une précision suffisante. Ce marché est donc également composé d'une partie rémunérée par application de prix unitaires dans le cadre de bons de commande émis à survenance du besoin, sans minimum et sans maximum, dans les limites des budgets attribués.

Ce marché prendra effet dès sa notification pour une durée de 3 ans. Sur sa durée totale ce marché est estimé à 350 000,00 Euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°3087RI12 pour la réalisation des prestations relatives à la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget communautaire 2012, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n° 3087RI12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11120

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 139138 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



COPROPRIETES

SPORTS



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - PROGRAMME DÉTAILLÉ ET DÉFINITIF - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson « Mondial 98 », est intimement lié au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations et les nombreux supporters l'ont fait vibrer lors des grands événements sportifs tels que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme de la réhabilitation du Stade par délibération n°10689 du 29 février 2012, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.) un mandat d'études et de réalisation. Dans le cadre de son mandat, la SAAM a mené des études afin d'établir un programme technique et fonctionnel détaillé servant de base pour le cahier des charges de consultation de maîtrise d'œuvre. Conformément à l'article 2 de la loi MOP, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit délibérer sur ce programme détaillé et définitif.

Les principaux éléments du programme détaillé et définitif sont les suivants :

- Couverture des tribunes Sud : Gévaudan, Cévennes, Aigoual et Méditerranée. Des ascenseurs seront positionnés sur la structure portante de la couverture afin de permettre un fonctionnement plus aisé,
- Des loges, au nombre de 9, seront créées entre les tribunes Gévaudan Cévennes, ainsi que des espaces de réception destinés à recevoir les spectateurs de ces loges ainsi que ceux des places Premium de la tribune Gévaudan,
- Le PC Sécurité sera déplacé de la tribune Aigoual à la tribune Larzac,
- La tribune Médias sera remaniée afin d'optimiser son fonctionnement,
- Les espaces de réception existants côté tribune présidentielle, seront agrandis et rénovés,
- Remises en conformités et notamment en matière d'accessibilité,
- Une mission de réhabilitation des sanitaires sur l'ensemble du stade sera menée,
- Un parking de 400 places sera créé au sud de la piscine Neptune,
- Des panneaux photovoltaïques seront installés.

L'ensemble de ces points est développé dans le rapport d'étude de programmation.

Cette étude confirme le budget de 46 823 000 € H.T., coût opération, valeur février 2012, prévu lors de la délibération du 29 février 2012. Cette opération fera l'objet d'une gestion par Autorisation de Programme et Crédits de Paiement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme détaillé et définitif ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 et seront complétés dans les budgets ultérieurs en fonction de l'avancement et des besoins de l'opération ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11115

Certifié Exécutoire
Publié le : 16 OCT. 2012
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : Imc 138 136 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. F. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 15 000 € a été créé au budget primitif 2012 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

- 500 € à l'association "Gestare" pour l'organisation d'un tournoi national de la solidarité,
- 1 500 € pour le Montpellier Agglomération Canoë Kayak pour participer à une compétition en Allemagne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 6 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 138 136 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme F. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

SPORTS – STADE YVES DU MANOIR - MARCHÉ N°2940DS12 DE NETTOYAGE DES TRIBUNES, DES LOGES ET DES SURFACES ANNEXES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Afin d'assurer le nettoyage des tribunes et des surfaces annexes du Stade Yves du Manoir, il est nécessaire de faire appel à une société spécialisée.

Les prestations portent sur le nettoyage des loges, des tribunes, des abords directs, des vestiaires, et des sanitaires du complexe sportif Yves du Manoir situé à Montpellier.

C'est un marché de prestations de services conclu à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché qui s'exécute, à survenance du besoin, par émissions de bons de commandes. Le maximum annuel du marché est fixé à 90 000 € H.T., montant identique pour chaque période éventuelle de reconduction. En effet, ce marché est conclu pour une durée d'un an, renouvelable trois fois par reconduction expresse.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 12 juin 2012 a attribué le marché à la société SUD SERVICE sise à Castelnau le Lez qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de choix mentionnés au règlement de la consultation (prix et valeur technique des prestations).

La société SUD SERVICE devra se conformer strictement aux prescriptions du cahier des charges définies notamment au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et au C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°2940DS12 de nettoyage des loges, des tribunes, des abords directs, des vestiaires et des sanitaires du complexe sportif Yves du Manoir situé à Montpellier avec la société SUD SERVICE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

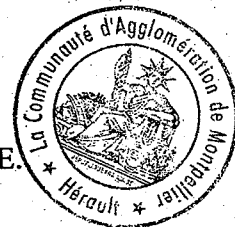
Le :

Numéro de l'acte : Imc 138 125 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LAHORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES - RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES
D'AGGLOMÉRATION - CONTRAT DE LICENCE DE ONZE FILMS DE LA SOCIÉTÉ
RAMBALH FILMS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux. Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T. subventionnable .

L'objectif de la numérisation est double : sauvegarder un support menacé ou non pérenne et pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

Rambalh Films est une société de production et de distribution de films documentaires tournés le plus souvent en Languedoc-Roussillon ou en Midi-Pyrénées. Les films proposés à l'achat sont pour la plupart réalisés par des réalisateurs héraultais : Laurence Kirsch tourne essentiellement dans les Cévennes (*Naissance de Bartas, Sylvaine*) tandis que Claude-Timon Gagnaire s'intéresse au travail en Camargue (*Femmes de Camargue*) ou à Sète (*La stratégie du thon*). Tous les films traitent de sujet d'intérêt régional, qu'il s'agisse de musique (*Manitas de Plata* ou *Bogeda buf de vidas* sur la cornemuse languedocienne), de linguistique (*Drôles d'accents* qui évoquent les langues d'oc et d'oïl), de traditions (*Les Passeurs de joute*) ou de météorologie (*Tsunamis, un risque en Méditerranée ?*).

C'est pourquoi il est proposé de conclure avec la Société Rambalh un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs, en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération,

Conclu pour une durée de 10 ans et pour un montant forfaitaire de 4 464€ T.T.C., ce contrat concerne les films suivants :

- « *Bogeda buf de vida* »,
- « *Femmes de Camargue* »,
- « *Manitas de plata* »,
- « *Les Passeurs de joute* »,
- « *Naissance de Bartas* »,
- « *Présences silencieuses* »,
- « *Sylvaine* »,
- « *Tsunamis, un risque en Méditerranée* »,
- « *Vade retro Spermato* »,
- « *Drôles d'accents* »,
- « *La stratégie du thon* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société Rambalh Films, des films suivants : « *Bogeda buf de vida* », « *Femmes de Camargue* », « *Manitas de plata* », « *Les Passeurs de joute* », « *Naissance de Bartas* », « *Présences silencieuses* », « *Sylvaine* », « *Tsunamis, un risque en Méditerranée* », « *Vade retro Spermato* », « *Drôles d'accents* », « *La stratégie du thon* », pour la somme de 4 464 € T.T.C.
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11101

Certifié Exécutoire

16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture

16 OCT. 2012

Le :

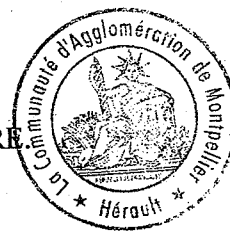
Numéro de l'acte :

Imc 137 017 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES -
CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA ENTRE
LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE
COURNONSEC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de développement de la lecture publique et de coopération à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques du réseau de l'Agglomération de Montpellier au public des médiathèques communales de l'Agglomération, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements communautaires de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et deux communes du territoire de l'Agglomération, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

En 2012, le Conseil Communautaire a approuvé deux nouvelles conventions avec les Communes de Murviel-lès-Montpellier et de Cournonterral, par délibérations respectives du 24 mai et du 19 juillet. Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération et la médiathèque de la Commune de Cournonsec.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'usager inscrit en médiathèque dans l'une des communes signataires de la convention de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription. Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de « Passeport multimédia » avec la Commune de Cournonsec ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 136 810 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE.





Montpellier
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE
D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - ACQUISITION DE DOCUMENTS
PATRIMONIAUX - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend poursuivre sa politique d'acquisition patrimoniale en procédant en 2013 à l'achat de documents remarquables pour la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola.

Des achats, d'un montant prévisionnel de 15 000 €, sont ainsi prévus pour enrichir :

- Le fonds Languedoc (manuscrits, éditions anciennes, documents iconographiques).
- Le fonds ancien, issu des confiscations révolutionnaires et des importantes donations du XIX^e siècle.
- Le fonds Rabelais commencé en 1888 avec le legs du docteur Cavalier.
- Le fonds Joseph Delteil créé en 1992 (manuscrits, dessins, photographies, reliures d'art).
- Le fonds Léo Malet offert en 2005, 2006, 2012 par les enfants de l'écrivain.
- Le fonds de livres d'artistes du XX^e siècle suite au don de Frédéric Sabatier d'Espeyran en 1965.

Du fait de l'importance régionale de ces acquisitions patrimoniales, il est proposé de déposer une demande de subvention au taux le plus élevé possible auprès de la Région Languedoc-Roussillon, pour en compléter le financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de subvention auprès de la Région Languedoc-Roussillon pour le financement des acquisitions patrimoniales,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : IMC 136 708 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°2 À LA CONVENTION CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LA DÉMATÉRIALISATION DE DOCUMENTS CONCERNANT LES PUBLICATIONS DES SOCIÉTÉS SAVANTES N°2012-290/423 ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre l'Etat (BNF, Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon), la Région Languedoc-Roussillon, LR2L (Languedoc-Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Par délibération n°11061 en date du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon documentaire n°2012-290/423, conclue entre la Bibliothèque nationale de France et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc - Roussillon pour les années 2012-2014.

Dans le cadre du pôle associé régional, la Médiathèque centrale Emile Zola de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le dépôt légal régional et réalise une bibliographie régionale. Elle met en relation les références bibliographiques des articles de périodiques avec les fichiers numérisés dans Gallica, bibliothèque numérique de la BNF. Cette nouvelle convention permettra la numérisation et la valorisation de ces collections d'importance nationale.

Parmi l'ensemble des documents conservés à la médiathèque, les publications des sociétés savantes du Languedoc-Roussillon représentent une collection essentielle pour comprendre l'histoire de la région. Pour l'instant, elles n'ont été numérisées qu'aux deux tiers. A partir des collections de la Médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola, le tiers restant sera numérisé par la BNF et accessible à la fois sur notre catalogue et sur Gallica.

Considérant la volonté de la BNF et du Ministère de la Culture et de la Communication de développer la dimension coopérative de la bibliothèque numérique « Gallica » et de favoriser la complémentarité des collections numériques à l'échelle nationale.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de mettre à disposition du public ses exemplaires des publications des sociétés savantes sous forme numérique, dans le cadre de la Bibliothèque numérique de référence.

Il est proposé de conclure avec la BNF un avenant n°2 à la convention cadre n°2012-290/423, relative à la dématérialisation des publications des sociétés savantes. Cette convention d'application prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'application n°2 concernant la dématérialisation des publications des sociétés savantes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11104.....

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 137024 DE*

16 OCT. 2012

16 OCT. 2012

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

[Signature]
M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE
D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - NUMÉRISATION DE DOCUMENTS
PATRIMONIAUX - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend poursuivre en 2013 l'enrichissement de la *bibliothèque numérique* de son site Internet avec la numérisation de livres remarquables du XVI^e siècle conservés à la Médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola, pour un montant prévisionnel de dépenses évalué à 10 000 €.

Il s'agit pour exemples de :

- Pierre André Matthiolo, Commentarii in sex libros Pedacii Dioscoridis Anazarbei de Medica materia,
- Domenico Fontana, Della trasportatione dell'obelisco vaticano,
- Jacques Le Moyne de Morgues, Brevis narratio eorum quae in Florida Americae provincia Gallis acciderunt,
- Abraham Ortelius, Theatrum orbis terrarum...,
- Biblia sacra hebraëa Chaldaëa graece et latine Philippi II Hispaniarum regis jussu edita,
- Guillaume Rondelet, La première [et la seconde] partie de l'histoire entière des poissons
- Laurent Joubert, Erreurs populaires et propos vulgaires touchant la médecine et le régime de santé.

Du fait de l'importance régionale de ces documents patrimoniaux, il est proposé de déposer une demande de subvention au taux le plus élevé possible auprès de la Région Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de subvention auprès du Conseil de la Région Languedoc-Roussillon pour le financement de la numérisation de documents patrimoniaux,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 137 208 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAN, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE JEAN GIONO -
MARCHÉ N°1584DC07BIS - LOT N°1 : GROS OEUVRE / DÉMOLITION / ETANCHEITÉ
- PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération a démarré les travaux de construction de la médiathèque Jean Giono, à Pérols, le 21 janvier 2008. Dans ce cadre, l'entreprise L.C.R.I. était titulaire du marché n°1584 DC 07 bis - lot n°1 : "Gros œuvre / démolitions / étanchéité". Ce marché lui a été notifié le 21 janvier 2008.

Pendant le déroulement du chantier, cette opération a connu de nombreux imprévus ayant conduit à allonger la durée globale du chantier de 152 semaines : survenance d'un sinistre important avec l'effondrement de la partie centrale du bâtiment en juin 2008, apparition de problèmes juridiques de voisinage, défaillance de certaines entreprises titulaires de marchés travaux, ... Ces nombreux imprévus de chantier ont conduit à un allongement substantiel du calendrier prévisionnel du lot "Gros œuvre / démolition / étanchéité", dont la durée d'exécution est passée de 8 à 25,3 mois.

Les travaux réalisés par l'entreprise L.C.R.I. dans le cadre de son marché ont été réceptionnés le 02 novembre 2011.

Vu la prolongation des délais globaux du chantier susvisés, l'entreprise L.C.R.I. a adressé à la Communauté d'Agglomération, en date du 07 mars 2012, préalablement à l'établissement du Décompte Général et Définitif, un mémoire en réclamation au fin d'indemnisation d'un montant de 211 274,44 € H.T., pour prise en compte des frais consécutifs aux délais supplémentaires et aux difficultés rencontrées au cours du chantier.

Ce mémoire relate d'une part les événements ayant conduit à retarder les travaux de construction, et d'autre part les modalités de calcul du montant de l'indemnisation. L'entreprise L.C.R.I. chiffre ainsi sa demande d'indemnité comme suit :

Frais de personnels et matériel, liés aux mois de délai supplémentaires :	180 859,52 € H.T.
Frais de personnel consécutifs aux arrêts de chantier :	12 654,00 € H.T.
Frais consécutif à l'immobilisation du matériel :	17 760,92 € H.T.

L'analyse par la Communauté d'Agglomération de chacun des points développés par l'entreprise L.C.R.I. a notamment conduit à établir, en lien avec la maîtrise d'œuvre et les relevés du prestataire OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination), que le délai supplémentaire d'exécution de chantier effectivement subi par l'entreprise L.C.R.I. devait être ramené à 7 mois, tandis que le temps de présence supplémentaire de personnel encadrant devait être réduit à 9 mois. En outre, certaines redondances entre les détails des calculs des postes 1, 2 et 3 ont nécessité des ajustements conduisant à une réduction significative des postes n°2 et 3.

Ces éléments ont conduit à réévaluer les postes 1, 2 et 3 comme suit :	
Frais de personnels et matériel, liés aux mois de délai supplémentaires :	117 056,40 € H.T.
Frais de personnel consécutifs aux arrêts de chantier :	7 613,30 € H.T.
Frais consécutif à l'immobilisation du matériel :	3 696,00 € H.T.

Après négociation avec l'entreprise L.C.R.I., il est ainsi proposé d'établir le montant de l'indemnité à 128 365,70 € H.T., résultant de la somme des montants ci-dessus.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec l'entreprise L.C.R.I. un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 11106

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise L.C.R.I. suite à l'allongement substantiel des délais d'exécution des travaux afférents au marché n°1584DC07bis - Lot n°1 : Gros oeuvre / Démolition / Etanchéité,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 128 365,70 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : *Tmc 138 168 DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

[Signature]
M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - MARCHÉS DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA CAGE DE SCÈNE N°2291DC10 - AVENANT N°1 AU LOT N°5 : PEINTURE - AVENANT N°3 AU LOT N°11 : CHARPENTE SERRURERIE MACHINERIE SCÉNIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8532 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a décidé de procéder à la rénovation complète de la cage de scène de l'Opéra Comédie. La vétusté de l'ouvrage nécessitait en effet une intervention lourde afin de le mettre à niveau en traitant simultanément les questions d'accessibilité, de sécurité incendie et de structure, tout en modernisant l'espace scénique.

Par délibération n°9268 en date du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offres ouvert en 14 lots, représentant un montant estimatif global de 11 051 955 € H.T. A l'issue de la procédure d'appel d'offres, et par délibération n°9626 du 23 juin 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la relance en procédure adaptée des lots n°2, 3, 4, 6 et 9. A l'issue de l'ensemble de ces procédures, les lots n°1 à 13 ont été attribués pour un montant global de 9 525 645,90 € H.T.

Par délibération n°10686 du 29 février 2012, les lots n°14-1, 14-2 et 14-3 relatifs à l'achat d'accessoires de machineries scéniques, de matériels d'éclairage et de textiles scéniques, ont été attribués pour un montant total de 561 850,60 € H.T., portant ainsi le montant global des marchés à 10 087 496,50 € H.T.

Les travaux de rénovation de la cage de scène de l'Opéra Comédie ont démarré le 13 octobre 2010. La complexité du chantier, l'évolution de son avancement et les nombreux aléas indissociables à la rénovation de ce type de bâtiment, ont déjà rendu nécessaire la conclusion d'avenants n°1 aux lots n°1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, d'avenants n°2 aux lots n°2, 3, 8, 10, 11, 12 et 13, et d'avenants n°3 aux lots n°2 et 10. Ces avenants, approuvés par délibérations n°10299 en date du 28 juillet 2011, n°10537 du 20 décembre 2011, et n°10803 du 29 mars 2012, ont conduit à faire évoluer le montant global des travaux de +579 106,38 € H.T. correspondant à une évolution de +5,74% par rapport au montant initial.

Il convient à présent de prendre en compte l'évolution de prestations liées aux lots n°5 et 11, afin de faire face à des travaux complémentaires qui sont soit imposés par le bureau de contrôle, soit la conséquence des prescriptions faites par les bureaux d'études, la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage, soit la conséquence d'aléas de chantier, inhérents à la complexité de cette construction et à l'intervention sur un bâtiment ancien dans lequel il n'était pas possible, avant travaux, d'effectuer un diagnostic ou des sondages destructifs, celui-ci étant occupé.

Ces évolutions financières sont synthétisées ci-dessous :

Lot n°5 – PEINTURE - Entreprise RIBOT

Un avenant n°1 est nécessaire pour la prise en compte des travaux de reprise des peintures du local électriciens, des bureaux d'accueil et du local accessoires, et le traitement complémentaire de poutres métalliques. Des améliorations de la signalisation de sécurité sont également apportées, et des prestations de finitions de certains espaces tels que les escaliers, les circulations périphériques, les menuiseries, ont été redéfinies.

Cet avenant s'élève à 19 288,18 € H.T.

Nouveau montant du marché – Lot n°5

Montant initial du marché

112 407,00 €

Montant de l'avenant n°1

19 288,18 €

TOTAL H.T.

131 695,18 €

T.V.A. 19,6%

25 812,26 €

TOTAL T.T.C.

157 507,44 €

Soit une augmentation de 17,16%

Lot n°11 – CHARPENTE SERRURERIE MACHINERIE SCENIQUE - Entreprise AMGFECCHOZ 46

Un avenant n°3 est nécessaire pour la prise en compte des travaux d'amélioration des aménagements scéniques, avec notamment le traitement du plancher de la fosse d'orchestre, la modification de l'escalier mobile des dessous de scène, l'habillage du monte-toile par des plateformes en contreplaqué, la fourniture de demi-trappes de scène pour le passage des câbles, ... Certaines prestations sont en revanche supprimées, tels les rails 'Halfen' sur les murs latéraux de la cage de scène, ainsi qu'une partie des rallonges télescopiques prévues en extrémité de porteuses. Enfin, la création d'une rehausse de la partie d'avant-scène du faux-gril, la modification des appuis précaires des paliers de la gaine du monte-décors, et la modification du réseau des arrêts d'urgence des équipements de machinerie scénique, notamment, ont été intégrées.

Cet avenant s'élève à : 40 577,00 € H.T.

Nouveau montant du marché – Lot n°11

Montant initial du marché	3 857 683,00 €
Montant de l'avenant n°1	141 661,00 €
Montant de l'avenant n°2	99 702,00 €
Montant de l'avenant n°3	40 577,00 €
TOTAL H.T.	4 139 623,00 €
T.V.A. 19,6%	811 366,11 €
TOTAL T.T.C.	4 950 989,11 €

Soit une augmentation cumulée de 7,31%

En outre, pour chacun des lots susvisés, le délai contractuel est prolongé de 6,5 mois.

La prise en compte de l'ensemble de ces avenants correspond à une augmentation globale de +59 865,18 € H.T., conduisant à une évolution de +6,33% par rapport au montant global initial des marchés. Le nouveau montant de travaux est ainsi porté à 10 726 468,06 € H.T.

La Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable sur la conclusion de ces avenants, lors de sa séance du 25 septembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2291DC10 - Lot n°5 : peinture, avec l'entreprise RIBOT,
- approuver la conclusion de l'avenant n°3 au marché n°2291DC10 - Lot n°11 : charpente - serrurerie scénique, avec l'entreprise AMG FECHOZ,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : Imc 138 723 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTIONS RELATIVES AUX CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS MUSIQUE ET DANSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement d'enseignement artistique public de musique et de la danse. A ce titre, et conformément à l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, il doit s'acquitter, entre autre, de missions d'éducation fondée sur un enseignement artistique spécialisé et organisée en cursus définis, de missions de développement des pratiques artistiques des amateurs, et de missions d'éducation artistique et culturelle privilégiant la collaboration avec les établissements d'enseignement scolaire.

A cet effet, le développement des classes dites 'à horaires aménagés' est un moyen d'offrir à des élèves motivés par les activités musicales ou de danse, relevant d'écoles primaires ou de collèges, la possibilité de recevoir une formation spécifique dans le domaine concerné, dans les conditions les plus satisfaisantes possibles. L'un des objectifs de cette formation est de développer des capacités musicales ou chorégraphiques affirmées, dont les prolongements attendus sont la pratique amateur ou l'orientation professionnelle, conformément au schéma d'orientation pédagogique publié par le ministère de la Culture.

Ces classes constituent également, en tant que lieux de pratiques renforcées dans le domaine musical ou chorégraphique au sein des écoles où elles sont implantées, un élément moteur pour le développement de la vie artistique dans les établissements et la cité grâce à la contribution conjointe des compétences pédagogiques complémentaires des deux catégories d'enseignants.

A ce titre, elles participent de la volonté de conduire une politique concertée de développement culturel répondant, entre autres, à des objectifs de démocratisation.

L'organisation et le fonctionnement des classes à horaires aménagés s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat formalisé, pour le premier degré, par une convention conclue entre la Direction Académique de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération, et, pour le second degré, par une convention conclue entre l'établissement scolaire et la Communauté d'Agglomération.

Ainsi, à compter de l'année scolaire 2012-2013, il est proposé l'organisation de classes à horaires aménagés « musique » au bénéfice des écoles primaires « Gambetta » et « Auguste Comte ». Les élèves bénéficiaires, retenus après un processus d'admission impliquant le Conservatoire et la Direction Académique, pourront ainsi suivre un enseignement musical intégré dans le temps consacré à l'enseignement général. La convention à intervenir détaille ainsi toutes les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces classes : admission, contenus pédagogiques, horaires (de 3 à 5h30 hebdomadaires),... Cette convention est conclue pour une durée de 3 années à compter de sa signature.

De la même manière, il est proposé l'organisation de classes à horaires aménagés « musique » et « danse » au bénéfice du collège « Clémence Royer ». Les élèves admis à participer à cette démarche bénéficieront ainsi d'enseignements théoriques et pratiques compris entre 5h30 et 7h hebdomadaires. Les cours seront répartis entre formation générale théorique dispensée par l'établissement scolaire, et pratique artistique au sein du Conservatoire. L'établissement scolaire s'engage en outre à planifier l'emploi du temps des classes à horaires aménagés de manière à assurer l'équilibre entre les enseignements obligatoires et les enseignements artistiques. Les conventions à intervenir, une pour la musique et une pour la danse, définissent ainsi l'ensemble des modalités d'organisation et de fonctionnement de ces classes : admission, répartition des horaires, projet pédagogique, procédures d'évaluation, ... Ces conventions sont conclues pour l'année scolaire 2012-2013, et pourront être reconduites pour une année scolaire supplémentaire dans la limite de 4 reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 11108

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Direction académique de l'Hérault, la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "musique" du premier degré,
- approuver les termes de la convention de partenariat entre le collège Clémence Royer et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "musique" du second degré,
- approuver les termes de la convention de partenariat entre le collège Clémence Royer et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "danse" du second degré,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 134 219 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme F. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès du public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leur collectivité de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XV^e et XXI^e siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds. Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public, avec une fréquentation globale de plus de 3 800 personnes chaque année.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les collections permanentes et les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires, ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit :

Cycle 1 (L'atelier de l'oeuvre) :

- plein tarif : 49,80 euros
- tarif réduit : 30 euros
- tarif formation continue : 61,80 euros.

Cycle 2 (Néo-Impressionnisme) :

- plein tarif : 66,40 euros
- tarif réduit : 40 euros
- tarif formation continue : 82,40 euros.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à la disposition de l'Ecole du Louvre l'auditorium du musée Fabre ainsi qu'un projectionniste. Elle prend en charge les frais d'hébergement et de restauration des intervenants ainsi que l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional.

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national. Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

Pour l'année 2012-2013, le programme a été élaboré comme suit :

- un cycle de 6 séances se déroulera à l'auditorium du musée Fabre, les mardis, du 23 octobre 2012 au 11 décembre 2012, intitulé « L'atelier de l'œuvre »,
- un cycle de 8 séances se déroulera à la salle Rabelais mise à disposition par la Ville de Montpellier, les mardis du 05 février 2013 au 28 mai 2013, intitulé « Néo-impersonnisme ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11109

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : Imc 137419 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - FILM
LE TEMPS DES GALAXIES - AVENANT N°1 AU CONTRAT DU SCÉNARISTE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité produire un spectacle de planétarium sur le thème des galaxies à destination des publics à partir de 7 ans.

Dans ce cadre, elle a confié en 2010 à Monsieur Denis Puy l'écriture du scénario d'une œuvre audiovisuelle et formalisé à cet effet un contrat de cession des droits d'auteur. Par suite le film a été réalisé sous le titre « Le temps des galaxies ». Il est depuis exploité au planétarium Galilée, et a été visionné par plus de 13 000 spectateurs.

Le contrat susvisé précise que la rémunération de l'Auteur est constituée par une rémunération forfaitaire et par une rémunération proportionnelle pour l'exploitation commerciale du spectacle, cette dernière comprenant des droits principaux et des droits annexes qui sont limités aux produits dérivés et merchandising. La Communauté d'Agglomération souhaitant réaliser et mettre en vente un dvd du spectacle, il apparaît nécessaire d'étendre la part proportionnelle de la rémunération à ce type de support, ainsi qu'au cédérom, au « pay-per-view » / vidéo à la demande.

Il convient donc de modifier par avenant n°1 le contrat de cession susvisé afin de prendre en compte ces nouvelles dispositions. Cet avenant prend en outre en compte une modification des modalités de versement de la rémunération proportionnelle des auteurs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui ne sera plus perçue par la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) pour le compte des auteurs, mais directement par les auteurs sur présentation d'une note d'auteurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'assurant du versement des charges sociales auprès de l'AGESSA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au contrat de cession des droits d'auteur de Monsieur Denis Puy, scénariste,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 135 915 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE -
SPECTACLES MOLES - WHAT IS OUT THERE? ET TALES OF THE MAYA SKIES -
CONTRATS DE LICENCES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le planétarium Galilée assure le renouvellement régulier des spectacles de planétarium qui sont à l'affiche pour les séances publiques.

En 2012, un premier spectacle, intitulé « Astronaute », est proposé depuis les vacances d'hiver.

Il s'agit désormais de remplacer pour les vacances de Noël prochaines le spectacle pour jeune public qui est à l'affiche depuis bientôt deux ans. Il est ainsi proposé de diffuser un film intitulé en anglais 'Moles – What is out there ? » produit par Antares Production & Distribution S.L., qui serait présenté sous le titre français de « La taupe qui aimait les étoiles ».

Ce film est composé de deux parties de 18 et 19 minutes qui seraient projetées lors d'une même séance, en intercalant une projection du ciel nocturne. Cette fiction, qui nous est proposée au tarif de 8 640 € pour une durée de 5 ans, s'adresse au très jeune public à partir de 4 ans.

Le second spectacle pour lequel il est proposé d'acquérir les droits de diffusion pour un montant de 8 372 € pour une durée de 50 ans, a fait l'objet d'une première diffusion pendant un mois à l'occasion du 10ème anniversaire du planétarium Galilée, en février de cette année. Il s'agit de « Tales of the Maya Skies », adapté en français sous le titre « Les légendes du Ciel Maya », et qui a connu un bon accueil du public. Il paraît opportun de projeter ce documentaire sur l'astronomie dans la civilisation maya sur une plus longue période.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les contrats de licence des films et "Moles - What is out there ?" et "Tales of the Maya Skies";
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les contrats de licence ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 137119 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AQUARIUM MARE NOSTRUM - TRAVAUX D'EXTENSION - MARCHÉ N°257T09-15 - LOT N°15 : CHAUFFAGE CLIMATISATION / PLOMBERIE / SANITAIRE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8257 du 26 juin 2008, le Conseil de Communauté approuvait la construction d'une extension n°1 de l'aquarium Mare Nostrum à Odysseum, et autorisait la signature d'un avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine. Cette opération, dont les travaux ont démarré à l'automne 2009, a conduit à la conclusion de marchés de travaux répartis en 16 lots, dont le lot n°15 : Chauffage ventilation – climatisation – plomberie – sanitaire, référencé sous le n° de marché 257T09.15, a été attribué à l'entreprise EIFFAGE THERMIE, et notifié le 3 août 2009.

Le délai initial d'exécution de ce marché donnait une réception des travaux au 15 juillet 2010. Suivant un retard général des travaux liés à des difficultés de chantier, l'avancement réel du chantier a conduit à une réception au 22 mars 2011.

Considérant d'une part l'allongement substantiel du délai d'exécution des travaux, et d'autre part la réalisation de travaux supplémentaires non prévus au marché initial, l'entreprise EIFFAGE THERMIE a présenté au maître d'œuvre son projet de décompte final en date du 24 mai 2011, accompagné d'un mémoire en réclamation portant sur un montant de 79 375,31 € H.T.

Le maître d'œuvre a demandé à l'entreprise de détailler la justification du préjudice subi du fait de la prolongation de délais et de la mobilisation de personnel et matériel. L'entreprise a répondu le 2 mars 2012. Ainsi, les modalités de calcul du montant de l'indemnisation demandée, chiffrée comme suit :

1 - Mobilisation de personnel :	61 824,00 € H.T.
2 - Mobilisation de matériel :	756,60 € H.T.
3 - Travaux supplémentaires :	16 794,71 € H.T.

L'analyse par le maître d'œuvre de la réclamation a conduit à établir d'une part que le délai supplémentaire d'exécution du chantier effectivement subi par l'entreprise EIFFAGE THERMIE devait être ramené à 4 mois, conformément au planning d'exécution présentant le délai propre à chaque lot, d'autre part que les frais de mobilisation de matériel ne devait pas être pris en compte, et qu'enfin les frais liés aux travaux supplémentaires devaient en effet être intégrés dans le calcul de l'indemnité, hormis un devis d'un montant de 600 € H.T. qui avait été refusé par le maître d'œuvre par courrier du 3 janvier 2011.

Ces éléments ont conduit à réévaluer les postes 1, 2 et 3 comme suit :

1 - Mobilisation de personnel :	30 912,00 € H.T.
2 - Mobilisation de matériel :	0,00 € H.T.
3 - Travaux supplémentaires :	16 194,71 € H.T.

Après négociation avec l'entreprise EIFFAGE THERMIE, il est ainsi proposé d'établir le montant de l'indemnité à 47 106,71 € H.T., résultant de la somme des montants ci-dessus.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec l'entreprise EIFFAGE THERMIE un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise EIFFAGE THERMIE pour la prise en compte de travaux supplémentaires et l'allongement substantiel des délais d'exécution des travaux afférents au marché n°257 T 09.15 - Lot n°15 : Chauffage climatisation - Plomberie - Sanitaire ;

Délibération n° 11112

- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 47 106,71 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le protocole transactionnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 138 286 DE*

Pour extrait certifié conforme
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – GARANTIE D'EMPRUNT POUR L'ASSOCIATION MONTPELLIÉRAINE POUR LE TRAVAIL ET LA RECONNAISSANCE DES PERSONNES HANDICAPÉES KENNEDY - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°11057 DU CONSEIL DU 19 JUILLET 2012 - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Association Montpelliéraine pour le Travail et la Reconnaissance des personnes Handicapées – Kennedy (AMTRH – KENNEDY) est une association ayant pour but de promouvoir et réaliser toute action au service des personnes adultes handicapées. Ces activités la conduisent à gérer deux Etablissements et Services d'Aides par le Travail (ESAT), l'ESAT Kennedy et l'ESAT La Bulle Bleue.

Créé en novembre 2011, l'ESAT La Bulle Bleue est un établissement tourné autour des métiers du spectacle vivant et des services. Son but est de promouvoir la citoyenneté des personnes en situation de handicap par l'art et la culture. Il est le 7ème ESAT implanté sur le territoire de l'Agglomération, avec l'ESAT La Croix Verte (Montpellier), l'ESAT Kennedy (Montpellier), l'ESAT APF (Montpellier), l'ESAT L'Envol (Castelnau le Lez), l'ESAT Peyreficade (Villeneuve-lès-Maguelone), et l'ESAT Les Ateliers de Saporta (Lattes). Inédit en France sur l'activité des métiers du spectacle vivant, il rejoint les dix ESAT artistiques déjà existant. Il est le seul ESAT artistique du sud de la France.

Outre son principal pôle de professionnalisation (« théâtre »), L'ESAT La Bulle Bleue développe deux autres pôles de moindre importance : traiteur orienté vers le spectacle et espaces verts/ paysagisme à vocation artistique. Plusieurs évènements et projets de création artistique sont déjà programmés pour les trois prochaines années.

Pour développer ce pôle artistique, l'association AMTRH – KENNEDY entreprend la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue situés au sein des Ateliers Kennedy, et a contracté à cet effet, auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, un emprunt de 262 000 €, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Type d'amortissement : Echéance constante
- Taux : Taux fixe calculé sur la base de l'indice du livret de développement durable (valeur au 01-08-2011 : 2.25%) auquel s'ajoute une marge de 1,67%, ce qui représente un taux fixe de 3,92% au 01-08-2011.
- Montant des échéances : 1 371,39€
- Durée : 300 mois (soit 25 ans)
- Echéance : mensuelle

Considérant que le projet, innovant, présente un intérêt culturel certain et est doté d'un ancrage institutionnel et associatif local important et reconnu, le Conseil de Communauté a décidé, par délibération n°11057 du 19 juillet 2012, d'accorder à l'association AMTRH – KENNEDY une garantie d'emprunt à hauteur de 50% du montant total emprunté.

Or, la Ville de Montpellier ayant également garanti cet emprunt à hauteur de 25% du montant emprunté, et la somme des garanties accordées par les Collectivités ne pouvant être supérieure à 50% dudit montant, il est proposé d'abaisser le taux de garantie d'emprunt accordé à l'association AMTRH – KENNEDY par la Communauté d'Agglomération, à 25% du montant total emprunté, ce qui représente une somme de 65 500 €, pour la durée totale du prêt, soit 25 ans.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'association AMTRH – KENNEDY pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11057 du 19 juillet 2012,
- garantir le remboursement de la somme globale de 65 500 €, représentant 25% du prêt d'un montant total de 262 000 €, sollicité par l'association AMTRH – KENNEDY auprès de la Caisse d'Epargne

Délibération n° 11113

Languedoc-Roussillon, pour la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue situés au sein des Ateliers Kennedy,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et l'association AMTRH – KENNEDY et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : Imc 137 995 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDREN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA,
MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique Lattara – Musée Henri Prades afin d'accroître l'offre culturelle et scientifique.

Ainsi, en 2013, la présentation de deux expositions temporaires, dont « Parures de femmes au soleil couchant » (titre provisoire), ainsi que les nombreuses activités initiées par le Service éducatif permettront de favoriser l'accès à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Fête de l'Antiquité, Nuit des musées, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, la campagne de conservation-restauration du mobilier archéologique issue des fouilles effectuées sur le site Lattara, entreprise en 2011, fera l'objet d'une troisième tranche.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions, activités pédagogiques et culturelles, traitements de conservation-restauration d'objets), il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 136709 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA, JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUBRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CRÉATION DE 2 LOGEMENTS SOCIAUX - 15 RUE DU CHÂTEAU À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OFFICE PUBLIC DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT / HÉRAULT HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, (l'OPH HERAULT HABITAT) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 2 logements locatifs sociaux, 15 rue du Château à Grabels. L'opération comprend 1 logement financé en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Ce projet a été conçu par L'agence d'architecture « Architecture Environnement ».

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, (l'OPH HERAULT HABITAT) demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25% les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 117 538 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 120 857 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLAI construction
Montant du prêt	117 538 €	120 857 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Préfinancement	de 3 à 24 mois	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	40 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par L'OPH HERAULT HABITAT, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'OPH HERAULT HABITAT est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH HERAULT HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 59 598,75 €, représentant 25% des deux prêts d'un montant total de 238 395 €, sollicités par l'Office Public du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 2 logements locatifs sociaux, 15 rue du Château à Grabels ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 134 414 DÉ

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDREN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAYERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. E. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUBIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 2010 - 2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements, dont un locatif et deux occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 1 511 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Propriétaire	ROUX Sylviane	ABOUNIDA Omar et Fatima	PAGET Naïma
Caractéristiques de l'opération			
Localisation du logement	bâtiment M3	bâtiment I3	Bâtiment I5
Nature de l'occupation avant travaux	propriétaire occupant		locatif occupé
Type de loyer après travaux	-	-	conventionné intermédiaire
Montant du loyer après travaux	-	-	533 €
Type de travaux	Changement des menuiseries	Mise aux normes électriques et changement des menuiseries	Mise aux normes électricité et plomberie-sanitaire. Travaux de peinture
Typologie	T3	T4	T3
Surface en m²	60	70	65
Coût de l'opération H.T. en €	2 191	5 021	7 901
Dépense subventionnée Anah en €	2 191	5 021	7 901
Subventions			
Subvention ANAH en €	438	1 757	2 370
Subvention Agglo en €	219	502	790
Total des subventions en €	657	2 259	3 160
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	1 534	2 762	4 741

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 790 € à Madame Naïma PAGET demeurant Logis de Montesoro à Bastia, de 219 € à Madame Sylviane ROUX demeurant 949 avenue Louis Ravas

Délibération n° 11166

à Montpellier, de 502 € à Monsieur et Madame Omar et Fatima ABOUNIDA demeurant 949 avenue Louis Ravas à Montpellier ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 135 034 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDREN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAYERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONIA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ÉCUSSE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements dont un locatif et l'autre occupé par son propriétaire aux ressources modestes, pour un montant total de 6 300 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Propriétaire	RENOT Christian	POURTALES Coralie
Caractéristiques de l'opération		
Localisation du logement	11 rue du Général Vincent Montpellier	29 rue Chaptal Montpellier
Nature de l'occupation avant travaux	logement locatif vacant	logement occupé par son propriétaire
Type de loyer après travaux	loyer conventionné social	-
Montant du loyer après travaux	547 €	-
Type de travaux	réhabilitation complète du logement et des parties communes d'un immeuble très dégradé	rénovation de la toiture
Date de vacance	01/06/2008	-
Typologie	T3	T2
Surface en m²	84,23	45
Coût de l'opération H.T. en €	122 865,53	3 002
Dépense subventionnée Anah en €	80 000	3 002
Subventions		
Subvention ANAH en €	46 318	1 051
dont prime réduction de loyer en €	8 000	0
Subvention Agglo en €	6 000	300
dont prime réduction de loyer en €	4 000	0
dont prime vacance en €	2 000	0
Total des subventions en €	50 318	1 351
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	72 547	1 651

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 6 000 € à Monsieur Christian RENOT demeurant 49 boulevard Suchet à Paris et de 300 € à Madame Coralie POURTALES demeurant 29 rue Chaptal à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire bailleur de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 136 006 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





Montpellier
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUBRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°1947 DE SUIVI-ANIMATION - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10949 du 28 juin 2012, le conseil a autorisé la signature de l'avenant n°3 portant prolongation du marché n° 1947 de suivi animation de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire ».

Cette délibération était ainsi formulée :

Par délibération n°8778 du 23 mars 2009, le Conseil d'Agglomération a décidé la mise en place de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » qui vise à réhabiliter environ 300 logements privés en 3 ans (2009-2012), et de confier son animation au PACT Hérault, dans le cadre du marché n°1947.

L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), aux côtés de laquelle la Communauté d'Agglomération finance l'opération, ayant décidé au 1er janvier 2011 une profonde réforme de son régime d'aides, un premier avenant au marché a été adopté le 30 juin 2011. Il n'a pas modifié l'équilibre économique global du marché (-36€ soit - 0,01% du marché).

Les objectifs initiaux ont été revus comme suit :

140 logements, à réhabiliter du 1er janvier 2011 au 30 juin 2012 :

- 75 logements occupés par leur propriétaire,*
- 65 logements locatifs loués à loyers maîtrisés après travaux.*

Un deuxième avenant au marché a permis de faire concorder la date de la fin de la mission du PACT avec la fin de l'opération, celle-ci ayant été précédée d'une phase de repérage par l'opérateur des potentialités effectives. Cette prolongation d'un mois et demi de la mission du PACT a eu un impact sur le marché de 3,19 %.

Le marché de suivi animation de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » prenant fin le 30 juin 2012, il est proposé de prolonger à nouveau la durée du marché et du protocole afférant pour une durée de 8 mois, soit du 1er juillet 2012 au 28 février 2013.

La réforme du régime de l'ANAH ayant généré un retard certain dans la mise en oeuvre du programme initial, cette période doit permettre de tendre vers l'atteinte des objectifs définis.

Cette prolongation permettra également de définir les caractéristiques d'une nouvelle opération mieux articulée avec les priorités de l'ANAH et à même de répondre à la demande d'assistance des Communes, notamment en matière de traitement de l'habitat indigne.

Le coût de cette prolongation est estimé à 56 153,53 € T.T.C. (8/36ème de la part fixe initiale), portant le montant global du marché à 396 328,22 € T.T.C., soit une hausse, tous avenants confondus, de 20,21% du montant initial.

Or, cette délibération ne mentionnait pas l'avis préalable de la Commission d'Appel d'Offres, comme cela est exigé par l'article 8 de la loi du 8 février 1995 modifiée par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007.

La présente délibération a donc pour objet d'informer le Conseil que la Commission d'Appel d'Offres du 12 juin 2012 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres,
- modifier la délibération n°10949 du 28 juin 2012, en indiquant que le conseil a été informé de l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : *Imc 138 161 DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.-F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibérations n°7877 du 02 octobre 2007 et n°9185 du 27 octobre 2009, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte une subvention de :

- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 5% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social ;

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 4, d'une surface de 64 m², bâtiment E2 du Petit Bard, pour un montant de 329 €.

Le projet concerne des travaux de mise aux normes électriques, plomberie, sanitaires et cuisine, à l'issue desquels le logement sera loué à loyer conventionné social.

Le coût des travaux s'élève à 2 195 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 25% soit 549 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 15 % soit 329 €
- Propriétaire : solde, soit 1 317 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 329 € à Mademoiselle Houda BERGUACH demeurant 8 avenue du Petit Bard Bâtiment E2 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11169

Certifié Exécutoire

16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture

16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 136005 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président



M. Jean-Pierre MOURE.



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE ONZE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, de 290 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de onze logements situés à Montpellier, Grabels, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-Lez et Lavérune, occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 33 037 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau annexé.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 3 500 € à Mme Aurélie CAVILLE demeurant 23 rue Frédéric Georges à Montpellier, de 10 000 € à Mme Lucette CLAMOND demeurant 8 rue Paul Baron à Montpellier, de 3 500 € à Mme Nadine BRUNO demeurant 66 avenue Paul Valéry au Crès, de 3 072 € à Madame Dolores GARCIA demeurant 3 plan du Bassin à Montferrier-sur-Lez, de 3 500 € à Mme Isabelle AMBLARD demeurant 1 rue Jean Moulin au Crès, de 1 544 € à M. Sébastien BARBOTEU demeurant 55 rue des Troènes à Fabrègues, de 3 500 € à Mme Marie-France GERVAIS demeurant 3 avenue Serres à Lavérune, de 1 216 € à Mme Joséphine OREJUELA demeurant 29 impasse Frédéric Chopin au Crès, de 1 802 € à M. Philippe PEYRE demeurant 8 rue des Horts à Fabrègues, de 992 € à M. et Mme Mohammad et Safvat ROUHANI LARIDJANI demeurant 244 rue du Carignan à Grabels et de 411 € à Mme Paule LAURY demeurant 50 allée de la Vanoise à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11170

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 1354009 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8.OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – AVENANT AU CONTRAT LOCAL D'ENGAGEMENT CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE - CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par convention en date du 29 juin 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer la compétence d'attribution des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (A.N.A.H.) à la rénovation de l'habitat ancien. A ce titre, elle est impliquée dans la mise en œuvre du programme national « Habiter mieux » de lutte contre la précarité énergétique, dont la gestion a été confiée par l'Etat à l'A.N.A.H.

La mobilisation des crédits du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique, créé à cet effet est conditionnée par la signature d'un Contrat Local d'Engagement (CLE), qui est intervenue dans l'Hérault le 4 juillet 2011. L'article 8 de ce contrat prévoyait qu'un avenant ultérieur préciserait les modalités d'attribution des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) générées par le programme « Habiter Mieux », dans l'attente de la conclusion de négociations nationales.

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les « obligés » (fournisseur d'électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique et nouvellement les carburants pour automobiles). Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients : ménages, collectivités territoriales ou professionnels.

Les certificats sont obtenus à la suite d'actions entreprises en propre par les « obligés » ou par l'achat à d'autres acteurs ayant mené des opérations d'économies d'énergie. En cas de non respect de leurs obligations, les « obligés » sont tenus de verser une pénalité libératoire de zéro virgule zéro deux centimes d'euro par kWh manquant. Les certificats d'économies d'énergie sont attribués, sous certaines conditions, par les services du Ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles (« obligés » mais aussi d'autres personnes morales non « obligées ») réalisant des opérations d'économies d'énergie.

Les actions menées dans le cadre du programme Habiter Mieux génèrent des CEE. Une convention nationale attribue 25% de ces CEE aux collectivités locales participant financièrement au programme.

La présente convention vise à définir le circuit de collecte et les modalités d'affectation à la collectivité de ces CEE.

Le circuit de collecte se fait au moyen d'un document CERFA, joint au dossier de demande de subvention ANAH. Ce document est transmis par l'utilisateur à GDF Suez, « obligé » référent de l'Hérault, lui permettant de valoriser les CEE. « L'obligé » référent rétrocède ensuite les CEE revenant à la collectivité.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a déjà fait le choix de récupérer les CEE générés dans le cadre de la rénovation de ses bâtiments ou installations. A ce titre, un compte a été ouvert auprès de l'entreprise en charge du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie.

A terme, les CEE ainsi générés pourront être vendus à un « obligé » dans le cadre du marché des CEE mise en place au niveau national.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au Contrat Local d'Engagement de l'Hérault intitulé « Protocole thématique pour l'implication des énergéticiens partenaires du programme Habiter Mieux ».
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 137988 DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président

[Signature]
M. Jean-Pierre MOURE



URBANISME, POLITIQUE FONCIERE



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ACCORD-CADRE POUR LES ÉTUDES URBAINES ET PAYSAGÈRES DU QUARTIER DE LA GARE TGV 'OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE'- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et de Lattes entre l'autoroute A9 actuelle et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes-Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la mer et le corridor de transports languedocien et fait partie à ce titre des 11 sites stratégiques identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Le quartier de la future gare TGV s'intègre dans le territoire labellisé EcoCité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet du quartier de la gare TGV, qu'il est proposé de dénommer «OZ Montpellier Nature urbaine» sont importants pour le devenir de l'Agglomération puisqu'il s'agit de créer l'un des éléments majeur du futur coeur de la métropole, à partir notamment :

- de la création d'un pôle urbain d'échelle métropolitaine combinant activités, habitat, commerce et loisirs ;
- de la constitution d'un « hub » de dimension régional formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, étroitement connecté au Port de Sète ;
- de la réalisation et la promotion d'un pôle d'affaires de niveau européen, anticipant l'évolution des besoins des entreprises et de leurs salariés et profitant de la desserte exceptionnelle par l'aéroport, le TGV, le tramway et les grandes infrastructures routières ;
- de l'établissement d'un lien entre le complexe Odysseum, la nouvelle gare TGV et de la création des articulations nécessaires entre le nouveau quartier de la gare et les quartiers environnants (notamment ceux de Port Marianne sur Montpellier et ceux de Lattes) ;
- de la préservation et de la valorisation des paysages et sites remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- de l'intégration des grandes infrastructures existantes et projetées dans leur environnement futur ;
- de l'adoption d'une approche ambitieuse en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité.

Dans cette perspective et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM un mandat d'études urbaines préalables à l'aménagement du pôle urbain de la gare nouvelle de Montpellier.

Dans le cadre de ce mandat, compte tenu des ambitions, de l'ampleur et de la complexité du projet, la SAAM a engagé pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier une procédure de dialogue compétitif conformément aux articles 36 et 67 du Code des marchés publics en vue d'attribuer un Accord-Cadre études urbaines et paysagères à un urbaniste.

Les missions confiées à l'urbaniste devront permettre :

- de définir le projet urbain d'ensemble : élaboration du plan guide, assistance à la concertation, faisabilité de l'ilot gare, dossier d'urbanisme réglementaire, fiche de contraintes urbaines et programmatiques pour des macro-lots
- de conduire les missions afférentes aux premiers secteurs opérationnels : définition du schéma de secteur et plan de masse d'ensemble du ou des premiers secteurs opérationnels, dossiers de ZAC, dossier réglementaire à intégrer au PLU, cahier de recommandations architecturales, paysagères et environnementales de l'opération, études de faisabilité pour un ilot.

Ces missions pourront se poursuivre en phase opérationnelles et être reprises par l'aménageur lorsqu'il sera désigné dans le cadre contractuel approprié.
Le montant maximum de ces études'élève à 1 000 000 € H.T. sur la durée du marché.

La consultation a été conduite dans le cadre du dialogue compétitif :

- Un avis de publicité a été transmis au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics le 9 juillet 2011.
- A l'issue de la date limite des candidatures fixée le 22 septembre 2011 et après analyse des 25 dossiers reçus dans les délais, trois équipes de renommée internationale ont été sélectionnées au mois de novembre 2011 et invitées à participer au dialogue.
 - Libeskind/Studios/Mosbach /Setec (mandataire Libeskind)
 - De Portzamparc/ Péna et Péna /Terre Eco (mandataire De Portzamparc)
 - KCAP/Ilex/Oasiis (mandataire KCAP)
- Après transmission du dossier de consultation et organisation d'une réunion de présentation et de lancement le 18 janvier 2012, le dialogue s'est déroulé en trois phases successives et trois séries d'audition et d'échanges entre les trois équipes et le représentant du pouvoir adjudicateur, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et du secret industriel et commercial, les 8 et 12 mars 2012, du 14 au 16 mai 2012, du 19 au 22 juin 2012.
- Les candidats ont été informés par courrier du 29 juin de la fin du dialogue et ont été invités à remettre leur offre finale le 23 juillet 2012.
- Le règlement de la consultation prévoyait qu'à l'issue du dialogue compétitif, le maître de l'ouvrage retiendrait l'offre finale sur la base des critères suivants pondérés :
 1. Pertinence de la proposition au regard des enjeux, objectifs et délais de réalisation de l'étude : 70%
 2. Prix : 30%
- Au terme de la procédure de dialogue compétitif, la Commission d'Appel d'Offres spécifique créée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est réunie le 18 septembre 2012. Après classement des offres finales, elle a choisi sur la base du rapport d'analyse des offres définitives et au regard des critères de choix susvisés, l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement KCAP/Ilex/Oasiis (mandataire KCAP) comme attributaire de l'accord cadre études urbaines et paysagères.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord cadre études urbaines et paysagères quartier gare TGV à conclure avec le groupement KCAP/Ilex/Oasiis,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des dépenses de mandat d'études préalables,
- dénommer ce quartier "OZ Montpellier Nature urbaine"
- autoriser Monsieur le Directeur de la SAAM ou son représentant à signer l'accord cadre susvisé et les marchés subséquents ainsi que tout document relatif à ce marché.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 138 812 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAQUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATIONS (PPRI) DE LATTES - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans son rapport du 4 juillet 2006, la Mission d'Inspection Générale de l'Environnement, diligentée pour expertiser le Programme d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, a notamment conclu sur la nécessité d'arrêter une nouvelle référence pour la crue centennale du Lez.

Une conférence scientifique composée d'experts, mise en place par le Préfet de Région, a réévalué à la hausse le débit centennal du Lez sur le bassin versant en le fixant à 700 m³/s à l'amont de Montpellier, au niveau de la Valette, et à 900 m³/s à l'aval de Montpellier, au droit de l'autoroute A9.

En conséquence, les services de l'Etat ont engagé la révision des Plans de Préventions des Risques Inondations (PPRI) des communes situées sur le bassin versant du Lez pour tenir compte de ce nouveau débit de référence centennal.

Dans ce cadre, le PPRI de la Commune de Lattes a été prescrit par arrêté préfectoral n°2004-01-2250 en date du 21 septembre 2004. Depuis les services de l'Etat ont œuvré à son élaboration.

Préalablement à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R562-7 du Code de l'Environnement, le Conseil de Communauté est appelé à donner son avis sur le projet de PPRI de la Commune de Lattes.

Ce projet identifie les zones inondables du Lez, de la Lironde, de la Mosson, du Lantissargues, du Chalet, du Rondelet, du Rieucoulon, du Nègue-Cats, du ruisseau de Mouillères et des étangs ; zones inondables à l'intérieur desquelles plusieurs sous-secteurs, définis en fonction des risques auxquels ils sont soumis, intègrent des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols.

Il intègre, par ailleurs, de nouvelles mesures qui s'imposeront une fois le projet approuvé, et notamment :

- l'obligation faite au Maire d'une information périodique quant aux risques naturels,
- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegardes (PCS) dans un délai de deux ans,
- l'établissement d'un zonage d'assainissement pluvial dans un délai de cinq ans,
- le diagnostic périodique d'ouvrages de protection des secteurs fortement urbanisés,
- la définition de mesures, dites « de mitigation », permettant de diminuer les dommages d'une crue sur les bâtiments existants.

Il est à signaler que le PPRI, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois.

De manière générale, le projet de PPRI de la Commune de Lattes est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et à prévenir les dommages aux biens et aux activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de PPRI de la Commune de Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11143

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

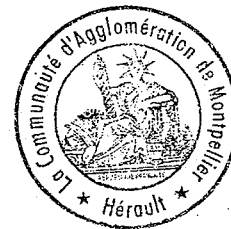
Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 137604-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE PIC SAINT LOUP - HAUTE VALLÉE DE L'HERAULT - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier reçu en date du 20 juin 2012, le Syndicat Mixte du Pic-Saint Loup Haute Vallée de l'Hérault a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), arrêté par délibération du Comité Syndical en date du 14 juin 2012.

Conformément à l'article L.122-8 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis au titre de ses compétences.

En premier lieu, la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à rappeler son regret que n'aient pas prévalu les enjeux de cohérence et de solidarité territoriales dans la définition des périmètres de SCOT au sein de l'aire urbaine montpelliéraine ; enjeux qu'elle entend continuer de porter à l'avenir dans la construction d'une politique d'aménagement du territoire d'échelle métropolitaine.

Dans ce contexte, le projet de SCOT et le Document d'Aménagement Commercial (DAC) fixent les choix stratégiques d'aménagement du territoire du Pic Saint Loup Haute Vallée de l'Hérault, associant la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup (33 communes) et la Communauté de Communes Ceps et Sylves (6 communes), à l'horizon 2030.

Il prend appui sur une hypothèse de croissance démographique soutenue (+ 1,7% par an soit près de 20 500 habitants supplémentaires), répartie entre trois bassins de vie (Sud, Est et Ouest) organisés chacun autour d'une polarité principale : Saint-Gély-du-Fesc, Saint-Mathieu-de-Trévières et Saint-Martin-de-Londres.

Cette hypothèse démographique, s'appuyant en partie sur un processus d'évasion résidentielle hors du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, semble largement surestimée dans un contexte de tassement de la croissance démographique départementale confirmé par l'INSEE (+ 0,5 à + 0,9% par an en moyenne entre 2007 et 2040 contre + 1,4% observés entre 1990 et 2009). A cet égard, il conviendrait de la mettre en rapport avec le tassement du taux de croissance démographique prévu sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (+ 0,9% par an entre 2007 et 2030 selon le scénario de l'INSEE contre + 1,4 % observés entre 1999 et 2007).

S'agissant des enjeux de maîtrise du développement urbain, de compacité des formes urbaines et de préservation de la sensibilité paysagère du territoire Pic Saint-Loup Haute vallée de l'Hérault, le projet de SCOT prévoit que 90% des logements seront produits en « extension du tissu urbain existant » selon des objectifs de densité minimale définis par Commune et 10% réalisés « en renforcement du tissu urbain existant ».

En l'état, ces dispositions ne semblent pas suffisantes pour répondre de manière optimale aux enjeux précités. A l'inverse, elles confortent une logique d'étalement urbain, répondant à un mode d'urbanisation extensif de type pavillonnaire consommateur d'espaces, notamment agricoles, et conduisant à renforcer la banalisation des paysages.

En effet, aucun site d'extension n'a été identifié, ceux-ci relevant de la seule appréciation communale. Leur localisation préalable pourrait être envisagée dans l'optique de garantir collectivement une approche qualitative et contextuelle des grandes qualités paysagères du territoire.

Par ailleurs, la densité globale moyenne dont rend compte le projet est inférieure à 20 logements par ha (¾ des communes affichent des objectifs de densité compris entre 10 et 15 logements par ha) ; il pourrait, à tout le moins, être opportun de porter à 20 logements par ha minimum les objectifs de densité définis par commune.

Enfin, la part des logements à créer « en renforcement du tissu urbain existant » pourrait utilement être relevée à 20% minimum.

En matière de mixité sociale, le Document d'Orientations Générales (DOG) prévoit que les Communes de Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Gély-du-Fesc et Teyran, soumises aux dispositions des Lois SRU-DALO, réaliseront un nombre suffisant de logements locatifs sociaux pour atteindre 20% du parc de logements à l'horizon 2030 (soit 1831 logements représentant 70% de la production neuve). Les autres communes devront, quant à elles, produire 850 logements relevant du logement locatif social, de l'accession abordable ou dédiés à des publics spécifiques (soit environ 14% de la production neuve). Au global, il s'agit de produire 2680 logements à « caractère social » soit près de 30 % de la production neuve.

En cela, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte du volontarisme dont fait preuve le projet de SCOT dans le sens d'un rattrapage sans précédent en matière de production locative sociale, considérant qu'au 1^{er} janvier 2011 la part de logements locatifs sociaux s'élève à 0,05% du parc de logements à Saint-Clément-de-Rivière, 1,67% à Saint-Gély-du-Fesc et 2,05% à Teyran. Il convient toutefois de s'interroger sur la capacité du territoire à répondre à cet objectif compte tenu des faibles densités communales proposées par le SCOT.

En outre, il est à signaler que cet objectif entre en contradiction avec les orientations affichées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui prévoit de renforcer l'offre de logements « à caractère social » de manière à atteindre globalement 8% du parc à l'horizon 2030, soit 1780 logements pour l'ensemble des communes et 20% de la production neuve. Cette orientation est, de toute évidence, nettement insuffisante au regard de la réalité des besoins et d'une politique solidaire de l'habitat à l'échelle du bassin de vie montpelliérain.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à attirer l'attention du Syndicat Mixte du Pic-Saint Loup Haute Vallée de l'Hérault sur le fait que la notion de logement « à caractère social » ne recouvre aucune réalité réglementaire. Il conviendrait notamment de faire la part entre ce qui relève du logement locatif social et de l'accession dite abordable.

En matière de développement urbain à vocation économique, le SCOT recense 75 ha de disponibilités foncières en zones d'activités existantes, principalement situées dans l'écoparc de Bel-Air à Vailhauquès (40 ha) et dans la ZA d'Assas/Teyran (10 ha). De manière complémentaire, le SCOT identifie deux « grands projets économiques » situés en limite du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le « Triadou » à vocation d'activités de tourisme et de pleine nature (50 ha dont la moitié urbanisables) et « Oxylane » à vocation sportive, de loisirs, bien-être et plein air (25 ha dont 12 ha urbanisables).

De manière générale, la spécificité de ces situations d'interface entre les territoires du SCOT du Pic Saint-Loup Haute Vallée de l'Hérault et du SCOT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessitera, le moment voulu, des coordinations pour la mise en œuvre de ces projets.

Aussi et dans cet esprit, il est regrettable que le projet de SCOT introduise, sans concertation, une intention d'urbanisation au débouché de l'échangeur du LIEN sur la Commune du Triadou alors même que le document met largement en exergue un enjeu de préservation paysagère et écologique sur ce même site (ZNIEFF et périmètre Natura 2000). Il est, en outre, à craindre un accroissement des déplacements motorisés générés par ces différents sites de développement économique mal desservis par les transports publics.

Il est également à regretter que le SCOT identifie un potentiel de près de 40 000 m² de surface de vente (Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Gély-du-fesc, Teyran, et Vailhauquès) sans réflexion partagée sur les grands équilibres territoriaux en matière d'équipement commercial, et autorise des développements commerciaux au sein des zones d'activités du Triadou et de Saint-Clément-de-Rivière sans les quantifier ni les identifier dans le Document d'Aménagement Commercial (DAC). De la même manière, il est à craindre un accroissement des déplacements motorisés générés par des pôles commerciaux mal desservis par les transports publics, difficilement accessibles notamment en ce qui concerne le centre commercial Trifontaine, ainsi qu'une certaine banalisation du traitement de cette entrée Nord d'agglomération au détriment de l'image globale du territoire.

Dans ce contexte, il paraît essentiel de pouvoir trouver un cadre adapté à la construction d'une vision partagée sur le développement et l'organisation de l'offre commerciale à l'échelle de l'Est héraultais ; vision qui présiderait aux projets de territoire.

En matière de mobilité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à signaler que les hypothèses de rabattement vers le réseau de tramway, notamment depuis Quissac et Ganges via la RD986 et la RD17, appellent à être précisées en tenant compte des orientations du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Celles-ci pourraient utilement être définies dans le cadre d'un schéma de structuration des transports publics à réaliser en concertation étroite compte tenu de l'actuel périmètre de transport urbain.

Enfin, et compte tenu de la géographie du bassin versant du Lez et de ses affluents, une attention particulière sera à porter à la cohérence des actions à conduire dans les domaines de la ressource en eau et de l'assainissement. En effet, le projet de SCOT liste les obligations réglementaires et législatives afférentes mais renvoie à des schémas directeurs communaux et intercommunaux à élaborer s'agissant de la capacité de la ressource en eau et des dispositifs épuratoires à accueillir la population supplémentaire envisagée et de la préservation de cette ressource contre toute pollution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis défavorable au projet de SCOT du Pic Saint-Loup Haute Vallée de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138 141-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAYERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE COURNONTERRAL - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Courronterral a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 21 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 16 décembre 1999.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 1200 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 600 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend appui sur le secteur de développement dit « des Joncasses » dont l'ouverture à l'urbanisation est prévue dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble compatible avec l'orientation d'aménagement portée au PLU. Il y est envisagé, sur 17 hectares environ, la réalisation d'un projet d'aménagement comprenant près 460 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux) et des équipements publics (école, maison communale...).

Le projet de PLU prend également appui sur une stratégie de réinvestissement urbain du secteur dit « de Capdallrech ». A la faveur du déplacement des équipements sportifs existants, il y prévoit la mise en œuvre d'un projet d'aménagement, compatible avec l'orientation d'aménagement portée au PLU, comprenant au moins 200 logements (dont 30 % de locatifs sociaux).

Le projet de PLU répond, en cela, aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (au moins 25 logements par hectare). Il s'inscrit dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en termes de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux).

Il convient, toutefois, de préciser que ces programmations prévisionnelles s'entendront avec un maximum de 5 % des logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Celles-ci pourront, le moment voulu et au regard des réalités du marché immobilier local, être complétées par l'objectif de production de 20 % de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH. Enfin, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite être associée étroitement à la définition des programmes d'équipements publics.

Par ailleurs, complémentairement à ces projets d'aménagement, le projet de PLU met en œuvre une politique de mixité sociale à l'échelle communale en prévoyant la réalisation d'au moins 25% de logements locatifs sociaux pour toutes opérations supérieures à 600 m² de surface de plancher situées dans les zones urbaines ou à urbaniser. Compte tenu du déficit de logements sociaux constaté, il pourrait, d'ores et déjà, s'inscrire dans les orientations du PLH 2013-2018 en portant cet objectif à 30 % de logements locatifs sociaux minimum. Il est en outre précisé qu'une procédure ultérieure d'évolution du PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avérait que le seuil fixé contraignait trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

En matière de développement économique, le projet de PLU prévoit, à terme, la réalisation d'une zone d'activités dans le secteur dit « de Cannabe » ; secteur limitrophe de la Commune de Cournonsec identifié par le plan de secteur du SCOT comme site d'extension urbaine potentielle. En l'état, ce secteur est inconstructible (AU0), son ouverture à l'urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. A ce stade, le projet est destiné à recevoir des activités artisanales et agricoles, un centre de secours, les services techniques municipaux ; il est à signaler que cette programmation prévisionnelle sera, le cas échéant, amenée à être précisée.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. S'agissant plus particulièrement des zones naturelles, il conviendra de préciser les dispositions relatives à la zone « Nn sl » afin d'encadrer plus précisément la mise en œuvre du projet de plateau sportif. Dans cette perspective, il conviendrait de délimiter graphiquement les emprises constructibles en précisant les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions envisagées afin d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel de la zone.

Par ailleurs, il est à signaler que l'Agenda 21 communautaire a identifié, dans le cadre de Schéma Directeur des Energies Renouvelables (SDER) et en accord avec la commune, le secteur dit « des Hauts de Cournonterral » comme site potentiel pour l'installation d'un parc éolien. Ce gisement potentiel constitue l'un des seuls secteur potentiel de production d'énergies renouvelables à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération. Néanmoins, le projet de PLU maintient l'impossibilité du développement éolien sur ce site ; la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de cette orientation en précisant que, le moment voulu, une procédure d'évolution du PLU pourra légitimement être envisagée pour autoriser ce projet.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale et en prévoyant, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Cournonterral lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

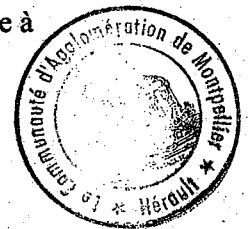
- faire connaître cet avis à la Commune de Cournonterral afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture
Le : 15 OCT. 2012
Numéro de l'acte : INC 138 410 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. F. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE CLAPIERS - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Clapiers a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 13 avril 2000.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 2000 habitants supplémentaires à l'horizon 2025 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 650 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend appui sur deux secteurs de développement pour lesquels des procédures d'évolution du POS en vigueur ont permis de mettre en œuvre, de manière anticipée, les objectifs du PLU : le « Fesquet » (environ 100 logements dont 20 logements locatifs sociaux et 30 logements en accession dite abordable) et le « Plan des Garrigues » (environ 100 logements dont 60 logements locatifs sociaux), soit 50 % de logements locatifs sociaux sur l'ensemble de ces projets.

A moyen terme et à la suite de ces opérations, le projet de PLU prévoit la réalisation d'un quartier à vocation résidentielle, comprenant environ 450 à 500 logements, sur le secteur dit des « Moulières » (15 ha) correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Cette zone est en l'état inconstructible (AU0) ; elle ne sera ouverte à l'urbanisation que dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble (ZAC du Castelet) compatible avec l'orientation d'aménagement portée au PLU.

Cette opération d'aménagement s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2008, par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il convient de signaler que, dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération a souhaité poursuivre son soutien en attribuant à la Commune de Clapiers, en 2009, deux fonds de concours destinés à cofinancer les études d'élaboration du PLU et les études pré-opérationnelles.

Ce projet répond aux orientations générales portées par le SCOT notamment en termes d'intensité urbaine (au moins 30 logements par hectare à l'échelle de l'opération). Il s'inscrit, par ailleurs, dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, relativement à l'objectif de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession dite abordable) étant précisé que celles-ci s'entendront avec un financement maximum de 5 % en Prêt Locatif Social (PLS).

Complémentairement, le projet de PLU institue un « périmètre d'aménagement global », au sens de l'article L. 123-2 a) du Code de l'Urbanisme, sur un secteur stratégique situé à l'articulation du centre ancien et de la future ZAC (environ 1,5 ha). Cette mesure conservatoire, valable pour une durée de cinq au plus, permettra à la Commune de conduire les réflexions nécessaires à la cohérence d'ensemble des différentes opérations à venir en y précisant les intentions de programmation et d'organisation urbaines.

Afin de répondre pleinement aux orientations du SCOT en matière de réinvestissement et d'optimisation des zones urbaines, le projet de PLU accroît de manière mesurée les capacités constructives des quartiers existants tout en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties sur ces secteurs.

S'agissant des objectifs de mixité sociale, le projet de PLU prévoit, sur la majorité des zones U et AU, la réalisation d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux pour toute opération d'au moins 600 m² de surface de plancher à usage d'habitat. Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal. Il est toutefois précisé qu'une évolution ultérieure du PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avérait que le seuil fixé contraignait trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT et de l'Agenda 21 communautaire. Dans cette optique, les zones agricoles font notamment l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole, en particulier au Nord du territoire communal, au domaine de Viviers, où le projet de PLU permet la mise en œuvre du projet d'agri-parc porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale. Il prévoit, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles permettant, à terme, d'optimiser la chaîne de déplacement avec le tramway.

Concernant les conditions de raccordement au réseau d'assainissement, une partie du secteur Sud du Fesquet, actuellement non desservie et classée, au POS en vigueur, en zone d'urbanisation future apparaît dans le projet de PLU en zone urbaine (zone UD6). Il conviendra de privilégier, en relation avec les services communautaires, son classement en zone à urbaniser afin de tenir compte du calendrier prévisionnel des travaux de raccordement à engager.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Clapiers lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Clapiers afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 6 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 15 OCT. 2012

Numéro de l'acte : INC 138 002 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUBRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE VENDARGUES - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Vendargues a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 23 mai 1980.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 3 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1 000 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

A court terme, il prend appui sur le secteur de développement de « Bourbouissou » dont l'ouverture à l'urbanisation est prévue dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble compatible avec l'orientation d'aménagement portés au PLU. Il y est envisagé, sur 9 hectares environ, la réalisation d'un projet d'aménagement répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (225 logements environ soit au moins 25 logements par hectare) et s'inscrivant dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en termes de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux).

Il convient, toutefois, de préciser que cette programmation prévisionnelle s'entendra avec un maximum de 5 % des logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Elle pourrait, par ailleurs, être complétée par l'objectif de production de 20% de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH.

A plus long terme, le projet de PLU s'appuie sur une partie du secteur d'extension potentielle de Meyrargues (80 hectares) identifié par le SCOT. Il y est prévu, sur une emprise d'environ 37 hectares, la réalisation d'un projet d'aménagement répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité urbaine (au moins 20 logements par hectare soit environ 750 logements). Ce secteur est inconstructible (AU0) en l'état, son ouverture à l'urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme.

Pour autant, il convient de signaler que le projet de PLU pourrait d'ores et déjà s'inscrire dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en terme de mixité des programmations en prévoyant au moins 30% de logements locatifs sociaux. La programmation du secteur de Meyrargues pourrait, par ailleurs, être complétée par l'objectif de production de 20 % de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH.

En outre, il conviendra de préciser les dispositions réglementaires du projet de PLU (zones AU) afin que chaque secteur d'extension puisse faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble à l'échelle du site envisagé, et ce, afin d'encadrer plus efficacement leur mise en œuvre opérationnelle. Dans ce contexte, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite, le moment voulu, être associée étroitement à la définition des programmes d'équipements publics.

Enfin, il est à signaler que la mise en place du Droit de Préemption Urbain (DPU) pourrait utilement être envisagée sur la partie du secteur d'extension potentielle de Meyrargues faisant l'objet d'un classement en zone à urbaniser (AU0). Son exercice permettrait, en effet, de contenir les phénomènes spéculatifs et de préparer les conditions favorables au portage d'une opération publique d'aménagement à terme.

De manière complémentaire, le projet de PLU prend appui sur une stratégie de réinvestissement urbain en identifiant notamment un secteur de densification de part et d'autre de la RD 613, face au projet d'aménagement du futur quartier de Meyrargues. Il favorise, par ailleurs, une densification mesurée des secteurs d'habitat pavillonnaire en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties.

Cette stratégie s'accompagne d'une disposition prévoyant d'affecter, en zone UA, 15% au moins des surfaces de plancher à des logements locatifs sociaux pour toute opération comprenant au moins 1800 m² de surface de plancher à destination d'habitat. Cette prescription est portée à 30% en zones UC et UD.

Si son intégration participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH, il est à souligner que sa seule application sur des secteurs pavillonnaires ne disposant que de faibles capacités constructives risque de ne concerner qu'un nombre très limité d'opérations. Aussi et compte tenu de la taille limitée des opérations de logements rendues possibles par les règles du PLU, il conviendrait d'abaisser le seuil d'application de cette prescription à 1 000 m² de surface de plancher au plus, en particulier pour les zones disposant de capacités constructives plus substantielles (UD4). A défaut, il est à craindre que cette prescription n'ait pas d'effet significatif et ne permette pas le nécessaire rattrapage du retard observé en matière d'offre locative sociale.

En matière de développement économique, le projet de PLU intègre les dispositions convenues avec les services communautaires s'agissant de la zone industrielle du Salaison. En ce qui concerne le secteur dit « Porte Est », identifié par le SCOT comme site stratégique d'intérêt communautaire pour l'accueil d'activités industrielles ou logistiques, le projet de PLU prend le parti de ne pas ouvrir à l'urbanisation ce secteur et privilégie son classement en zone naturelle. Comme convenu lors d'échanges préalables, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de cette orientation en rappelant toutefois les objectifs du SCOT en matière de développement économique. Dans ce contexte, il convient de vérifier la compatibilité des projets destinés à être accueillis dans la zone VAU2 à vocation d'activités et d'hébergement touristique et de loisirs avec les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du SCOT.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT avec, en particulier, l'affirmation des corridors écologiques et paysagers des ripisylves de la Cadoule, du Salaison et du bois de Saint-Antoine. Les zones agricoles, quant à elles, font l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole et ce, dans le cadre de sous-secteurs ciblés. Ces dispositions permettent une forte maîtrise des phénomènes de mitage et garantissent ainsi la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux. S'agissant des limites d'urbanisation, il convient néanmoins de signaler le nécessaire ajustement de la zone UC, au Sud-Ouest du territoire communal, au regard du plan de secteur du SCOT.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale et en prévoyant, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Vendargues lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Vendargues afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11147

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012
Le :
Numéro de l'acte : Imc 138419 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Sussargues a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 27 octobre 1987.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance du parc de logements d'environ 250 logements pour les dix prochaines années, soit 25 logements par an en moyenne conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur deux secteurs de développement (environ 10 hectares au total) situés de part et d'autre de la RD54, en continuité immédiate de la frange sud villageoise. Ils correspondent aux zones de moindres sensibilités écologiques du secteur d'extension urbaine potentielle identifié au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ; zones délimitées à l'issue d'une étude environnementale réalisée par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre d'études pré-opérationnelles.

En l'état, ces deux secteurs sont inconstructibles (AU0), leur ouverture à urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. Le projet de PLU y prévoit, d'ores et déjà, la réalisation d'un projet d'aménagement répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (au moins 20 logements par hectare soit environ 200 logements) et s'inscrivant dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en termes de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux).

Il convient, toutefois, de préciser que ces programmations prévisionnelles s'entendront avec un financement maximum de 5% en Prêt Locatif Social (PLS) et qu'elles pourront, le moment voulu et au regard des réalités du marché immobilier local, être complétées par l'objectif de production de 20% de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH.

De manière complémentaire, le projet de PLU prend appui sur une stratégie de réinvestissement urbain en prévoyant qu'un tiers des nouveaux logements puisse être réalisé au sein du tissu villageois, en lien avec les orientations du SCOT. Dans cette perspective, il accroît les capacités constructives le long des axes principaux tout en les encadrant par des règles morphologiques (hauteurs, implantations) permettant une densification raisonnée et adaptée au contexte villageois.

Plus particulièrement, il prévoit une opération de réinvestissement du site de l'ancienne cave coopérative en envisageant la réalisation de 10 à 15 logements locatifs sociaux. Ce programme pourrait être optimisé afin d'assurer plus aisément la faisabilité économique de l'opération envisagée.

Cette stratégie s'accompagne d'une disposition volontariste prévoyant la réalisation d'au moins 30% de logements locatifs sociaux dans toute opération d'au moins 600 m² de surface de plancher située en zone urbaine (U). Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal. Il est toutefois précisé qu'une évolution ultérieure de ce PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avère que le seuil fixé contraint trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations

du Schéma de Cohérence Territoriale avec, en particulier, l'affirmation des corridors écologiques et paysagers des ripisylves du Bérange et du Valentibus. Les zones agricoles, quant à elles, font l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole et ce, dans le cadre de sous-secteurs ciblés. Ces dispositions permettent une forte maîtrise des phénomènes de mitage et garantissent ainsi la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Sussargues lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures d'ordre réglementaire seront précisées par les services communautaires, notamment en matière d'encadrement des nouvelles capacités constructives, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Sussargues afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : *Inc 138003 DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

[Signature]
M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 20 novembre 2001.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 3 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2025 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1 000 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend appui sur le secteur de développement du « Pont de Villeneuve » pour lequel une procédure d'évolution du POS en vigueur a permis d'anticiper la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement. Il y est prévu, sur 15 hectares environ, la réalisation d'un programme mixte comprenant 350 logements (dont 30% de logements locatifs sociaux et 30% de logements en accession dite abordable), des locaux d'activités (commerces, services) et des équipements publics ou d'intérêt collectif (mairie annexe, crèche et interentreprises, salle commune de quartier...).

Le projet prend également appui sur quatre secteurs d'extension (environ 17 ha) dont l'ouverture à l'urbanisation est prévue dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble compatibles avec les orientations d'aménagement portées au PLU : « Entrée de ville » (65 logements environ), « Sud Arnel » (225 logements environ), « Domenoves » (100 logements environ) et « Estagnol » (40 logements locatifs sociaux, intégrés au sein d'un pôle d'équipements publics). Les projets d'aménagement envisagés sur ces secteurs permettent d'assurer la valorisation réciproque entre ville et espaces naturels ou agricoles, en lien avec les orientations du SCOT.

De manière complémentaire, le projet de PLU identifie deux secteurs de réinvestissement urbain : le premier, le long de la RD185, intégrant une partie de la zone d'activités de la Condamine (90 logements environ) et le second, à proximité immédiate du centre-ville, sur l'emprise des ateliers municipaux (80 logements).

Les programmations prévisionnelles envisagées sur ces secteurs répondent aux orientations générales portées par le SCOT notamment en termes d'intensité urbaine (plus de 25 logements par hectare). Elles s'inscrivent, par ailleurs, dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration en prévoyant la réalisation de 30% de logements locatifs sociaux et 30% de logements en accession dite abordable. Il convient, toutefois, de signaler que celles-ci s'entendront avec un financement maximum de 5% en Prêt Locatif Social (PLS).

Par ailleurs, il conviendra de préciser les dispositions réglementaires du projet de PLU afin que chaque secteur d'extension puisse faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble à son échelle, et ce, afin d'encadrer plus efficacement leur mise en œuvre opérationnelle. A cet égard, il pourrait être utile d'envisager l'hypothèse d'une procédure d'aménagement maîtrisée compte tenu, notamment, des emprises foncières à mobiliser et des besoins en équipements publics à satisfaire. Dans ce contexte, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite, le moment voulu, être associée étroitement à la définition des programmes d'équipements publics.

Afin de répondre pleinement aux orientations du SCOT, le projet de PLU accroît de manière mesurée les capacités constructives des quartiers pavillonnaires existants tout en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties. Il accroît, par ailleurs, les capacités constructives le long des axes principaux tout en les encadrant par des règles morphologiques

(hauteurs, implantations, emprises...) permettant une densification raisonnée et adaptée au contexte local.

Cette stratégie de réinvestissement et d'optimisation des zones urbaines s'accompagne d'une disposition volontariste prévoyant la réalisation d'au moins 30% de logements locatifs sociaux dans toute opération comprenant au moins 12 logements ou 700 m² de surface de plancher à destination d'habitat. L'intégration de cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal. Il est toutefois précisé qu'une procédure ultérieure d'évolution du PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avérait que le seuil fixé contraignait trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

En matière de développement économique, le projet de PLU intègre, comme convenu lors d'échanges préalables avec les services communautaires, une orientation d'aménagement précisant les conditions d'extension du parc d'activités Charles Martel. En l'état, le projet de PLU conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone considérée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. Néanmoins, afin de permettre une mise en œuvre opérationnelle envisagée à plus courte échéance, il conviendra de préciser que cette zone (1AUe), insuffisamment équipée, est destinée à être ouverte à l'urbanisation sans procédure préalable d'évolution du PLU, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes. Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier transmettra, dans le cadre de la mise au point définitive du projet de PLU, une proposition de règlement relative à la zone 1AUe afin d'encadrer les constructions qui y sont admises et permettre, notamment l'extension limitée et la réfection des habitations existantes.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. Les actions envisagées pour valoriser cette armature s'inscrivent dans le prolongement de l'étude « Terres de Maguelone » réalisée par la Commune, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale. Il prévoit, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

Concernant les conditions de raccordement au réseau d'assainissement, une partie de la zone d'activités du Larzat, actuellement non desservie et classée, au POS en vigueur, en zone d'urbanisation future apparaît dans le projet de PLU en zone urbaine (zone UE). Il conviendra de privilégier, en relation avec les services communautaires, son intégration en zone à urbaniser 1AUe afin de tenir compte du calendrier prévisionnel des travaux de raccordement à engager.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11149

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

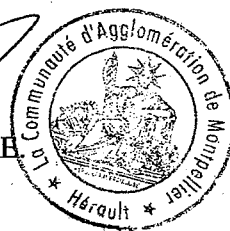
Le :

Numéro de l'acte : Imc 138423 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE RÉVISION SIMPLIFIÉE
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PIGNAN - PROJET DE
ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ SAINT-ESTÈVE - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Pignan a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de révision simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé par délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2006.

Conformément à l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées a été organisée par la commune le 10 septembre dernier ; réunion lors de laquelle il a été précisé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier formaliserait un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Cette procédure d'évolution du document d'urbanisme communal a pour objet de permettre, à terme, la mise en œuvre opérationnelle du projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dite « Saint Estève » en adaptant notamment le zonage et le règlement du PLU en vigueur.

Cette opération d'aménagement, d'une superficie de 30 hectares, correspond au secteur d'extension urbaine potentielle identifiée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), à l'Est du territoire communal.

Elle prévoit la réalisation d'un quartier mixte intégrant de l'habitat (650 logements), des équipements sportifs et 14 000 m² de surface de plancher d'activités commerciales, artisanales, agricoles et de services dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble s'appuyant sur une armature d'espaces publics qualitatifs.

Ce projet répond aux orientations générales portées par le SCOT notamment en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (environ 25 logements par hectare à l'échelle de l'opération). Il répond également au Programme Local de l'Habitat 2007-2012 (25% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession dite abordable à l'échelle de l'opération).

Il convient, néanmoins, de préciser que ces programmations prévisionnelles pourraient d'ores et déjà s'inscrire dans les orientations du PLH 2013-2018 en prévoyant la réalisation de 30% de logements locatifs sociaux, avec un financement maximum de 5% en Prêts Locatif Social (PLS).

Par ailleurs, quelques recommandations pourraient utilement être prises en compte.

S'agissant de l'insertion paysagère du projet dans son environnement, une attention particulière sera à porter aux activités artisanales et agricoles projetées le long de l'avenue du général Grollier ainsi qu'au projet d'implantation commerciale situé en façade de la RD5. De manière complémentaire, l'article 11 du projet de règlement mériterait d'être précisé afin d'encadrer plus efficacement l'aspect extérieur des constructions.

S'agissant des conditions de raccordement viaire sur la RD5e, il serait opportun de faire prévaloir les enjeux d'intégration urbaine et de mobilités de proximité sur les enjeux fonctionnels liés au transit en optimisant la configuration et le dimensionnement des giratoires d'entrées de ville portés, à ce stade, de manière indicative dans le projet de révision simplifiée. Un caractère plus compact de l'aménagement limiterait, en effet, les impacts fonciers, réduirait les distances de traversée pour les modes doux et permettrait de coordonner plus facilement les échanges routiers, les traversées piétonnes et la circulation des vélos.

Enfin, une part minimale d'espaces libres de construction pourrait être imposée (20 à 30% dont la moitié en pleine terre) afin de garantir dans le temps et à la parcelle, la pérennité d'espaces susceptibles de contribuer à la végétalisation et la limitation de l'imperméabilisation des sols.

Délibération n° 11150

Afin de faciliter la mise en œuvre du projet de ZAC, il est précisé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite être associée étroitement à sa mise au point définitive, notamment dans la définition du programme des équipements publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Pignan afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 138251 DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DU DOMAINE DE VIVIERS -
COMMUNE DE CLAPIERS - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha dont 88 ha environ de terres agricoles sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas, suite à l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010.

L'exploitation agricole qui a été majoritairement abandonnée en 2008 est, à notre initiative, en cours de relance depuis 2011 dans le cadre d'un projet d'Agriparc communautaire.

Les parcelles concernées sont toutes situées en zone agricole ou naturelle des PLU des Communes concernées, conformément à l'objet de notre projet.

Des études ont été menées par le cabinet Traverses et par la Safer Languedoc-Roussillon.

Elles ont conduit à définir 3 typologies de reconquête agricole, pour la gestion de ce qui deviendra l'Agriparc du Domaine de Viviers : premièrement des céréales ou des cultures légumières bio sur le secteur Plan Guiraud, deuxièmement de la vigne et le maintien des oliviers sur le secteur Plan des masques et une grande partie de la Plaine de Grattes, et troisièmement, sur les terres les plus riches au Nord-Est du domaine et sur la Commune de Teyran, des cultures légumières en circuits courts.

Un premier appel à candidature a été lancé par la SAFER et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 71 ha 49 a 11 ca.

23 candidatures ont été reçues et 16 ont été retenues. Le solde, 10 ha environ, sera attribué ultérieurement.

Par délibérations successives du 17 avril et 25 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la signature des 8 premiers baux à ferme confiés aux agriculteurs ou viticulteurs retenus.

Il convient tout d'abord de rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le montant des baux consentis à M. DELMAS Sébastien et M. ABBES Christian lorsque ces montants ont été reportés dans le dispositif de la délibération n°10880 du 24 mai 2012. Ensuite, il s'agit aujourd'hui de signer un nouveau bail.

Il est proposé de confier sur la partie Nord du domaine, lieu-dit « Plaine de Grattes » sur la Commune de Clapiers, par bail rural à long terme d'une durée de 18 ans, un lot à la SARL TERRACOOPA, coopérative à capital variable, dont le siège social est située Hôtel de la coopération, 55 rue Saint Cléophas à Montpellier (34070). Ce lot est composé des parcelles cadastrées section BB n°74, 46, 45, 64, 38, 68 soit une contenance totale de 8 ha 88 a 12 ca.

La SARL TERRACOOPA est une coopérative d'activités de l'agriculture biologique et des métiers de l'environnement. Elle propose de créer une pépinière d'entreprise agricole où les futurs exploitants disposent chacun d'1 ha environ sur une durée de trois ans maximum afin de tester leurs projets d'installation.

Les agriculteurs bénéficient de services partagés ou mutualisés mais gardent la maîtrise des choix de production et de vente.

Ce projet sous cette forme constitue une première en Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bail à ferme à long terme consenti auprès de la SARL à capital variable Terracoopa, pour 8 ha 88 a 12 ca et un montant annuel de 1 340 €,
- modifier le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. DELMAS Sébastien pour 8 ha 38 a 80 ca et un montant annuel de 1 700 € par an,
- modifier le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. ABBES Christian pour 1 ha 64 a 74 ca et un montant annuel de 350 € par an,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 928,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 11151

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 139315 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE
ET GERONTOPOLE**

VOIRIE, JALONNEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme F. MIENVILLE, Mme N. MIRAOL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s) :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2016TV08 DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DU MATÉRIEL DE JALONNEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Par délibération n°8496 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2016TV08 ayant pour objet les prestations d'entretien et de maintenance du patrimoine de jalonnement directionnel.

Ce marché à bons de commande d'un montant de 250 000€ H.T. minimum et 600 000 € H.T. maximum, a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Par délibération n°10978 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un premier avenant relatif à la modification du seuil minimal dudit marché, le ramenant à 150 000 € H.T. ;

Le projet d'avenant n°2 porte sur le changement d'indice coût horaire du travail dans la formule de révision des prix du marché, sans modification de sa pondération.

Ainsi il convient de modifier l'article 10.2.1 du C.C.A.P. dudit marché. Ce changement n'a pas d'incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2016TV08 de prestations d'entretien et de maintenance du matériel de jalonnement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ledit avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 137007 DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.-P. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme F. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs:

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. F. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme E. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2015TV08 DE FOURNITURE ET POSE DE JALONNEMENT DIRECTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Par délibération n°8496 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2015TV08 ayant pour objet la fourniture et la pose du jalonnement directionnel. Ce marché à bons de commande d'un montant de 200 000€ H.T. minimum et 900 000 € H.T. maximum, a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Le projet d'avenant n°2 porte sur la modification des indices de révision des prix du marché, en particulier sur la prise en compte d'un nouvel indice relatif au coût horaire du travail et sur le changement de codification des indices relatifs à la production de produits en béton et aluminium brut.

Ainsi il convient de modifier l'article 10.2.1 du C.C.A.P dudit marché. Les indices sont remplacés dans la formule de révision des prix sans changer leur pondération. Cette modification n'entraîne aucune incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2015TV08 de fourniture et pose de jalonnement directionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ledit avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 138 824 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.-P. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANFIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAYERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme F. MIENVILLE, Mme N. MIRAOUT, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - CONVENTION SUR LA MISE AU POINT DES MESSAGES SONORES POUR L'INFORMATION DES PERSONNES DÉFICIENTES VISUELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Soucieuse de poursuivre le partenariat précédemment engagé lors des études et travaux pour rendre le tramway accessible au plus grand nombre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier continue sa collaboration avec la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon sur les lignes 3 et 4 de tramway dans le cadre de l'accessibilité des personnes déficientes visuelles.

La présente convention définit les conditions d'intervention de la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon concernant la définition et la validation de la diffusion des messages d'information des traversées piétonnes des carrefours tramways des lignes 3 et 4 ainsi que des annonces sonores diffusées par les bornes d'information voyageurs des stations et dans les rames.

Le montant total des prestations s'élève à 4 560 € H.T.

TaM, en sa qualité de mandataire tiers payeur de la Communauté d'Agglomération, procèdera à un paiement global des prestations dans un délai de 30 jours à compter de leur réalisation effective, sur présentation d'une facture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention avec la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 137421 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUBRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. F. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUBIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE -
MARCHÉ N°8.143 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR LES
SYSTÈMES ET LES INFRASTRUCTURES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Le présent marché concerne les missions de l'organisme qualifié et agréé relatives aux systèmes et aux infrastructures de la 5^{ème} ligne de tramway. Elles portent sur une évaluation globale de la sécurité du système de transport, un contrôle de la signalisation ferroviaire et un avis sur les infrastructures et l'énergie durant les phases d'études, de conception, de réalisation et de garantie de parfait achèvement. Le marché est décomposé en une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles. La tranche ferme concerne la période des études de conception jusqu'au Dossier Préliminaire de Sécurité. La tranche conditionnelle n°1 concerne les phases étude de projet et dossier de consultation des entreprises. La tranche conditionnelle n°2 concerne la période des travaux jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération. Le marché est passé pour une durée de 110 mois à compter de sa date de notification. C'est un marché à prix global et forfaitaire.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 septembre 2012 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise BUREAU VERITAS CONSULTING de Puteaux (92), pour un montant de 223 910 € H.T., offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.143,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet de marché avec l'entreprise BUREAU VERITAS CONSULTING de Puteaux (92), pour un montant de 223 910 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 16 OCT. 2012

Publié le : 16 OCT. 2012

Déposé En Préfecture 16 OCT. 2012

Le :

Numéro de l'acte : Imc 137 532 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.-F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAYERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J. M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOL, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. F. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. BELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoirs :

M. F. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. F. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. F. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(s) :

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE -
MARCHÉ N°8.144 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR
L'INSERTION URBAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Le présent marché concerne les missions de l'organisme qualifié et agréé relatives à l'insertion urbaine de la 5^{ème} ligne de tramway. Elles portent sur une évaluation et un avis sur l'insertion urbaine durant les phases d'études, de conception, de réalisation et de garantie de parfait achèvement.

Le marché est décomposé en une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles. La tranche ferme concerne la période des études de conception jusqu'au Dossier Préliminaire de Sécurité. La tranche conditionnelle n°1 concerne les phases études de projet et dossier de consultation des entreprises. La tranche conditionnelle n°2 concerne la période des travaux jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération.

Le marché est passé pour une durée de 110 mois à compter de sa date de notification. C'est un marché à prix global et forfaitaire.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 septembre 2012 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise CETE Méditerranée, d'Aix en Provence (13), pour un montant de 189 935 € H.T., offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.144,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet de marché avec l'entreprise CETE Méditerranée, d'Aix en Provence (13), pour un montant de 189 935 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 11186

Certifié Exécutoire

16 OCT 2012

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

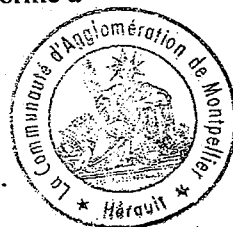
16 OCT. 2012

Numéro de l'acte :

Imc 137530 DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



RELATIONS INTERNATIONALES